



Tebboune reçoit le haut conseiller de Trump pour l'Afrique

P. 2

ALGÉRIE-NIGER Renforcer la coopération

Lire l'article de A. Z. page 3



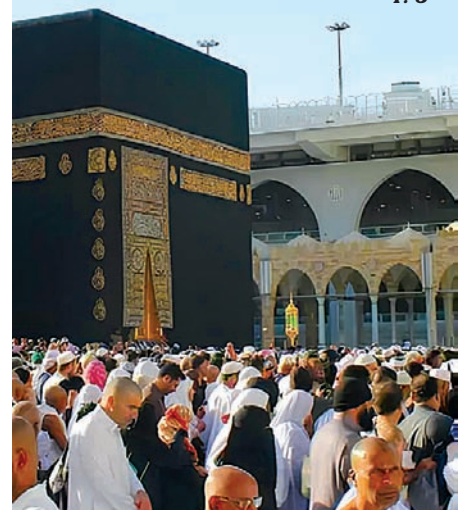
Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

HADJ Le paiement des frais débute aujourd'hui

P. 3



RÉUNION DU GOUVERNEMENT L'agriculture et l'industrie à l'ordre du jour

P. 3



LOI RÉGISSANT LA PROFESSION DE PHARMACIEN Le SNAPO appelle à l'ouverture d'un dialogue direct avec le ministère

Lire l'article de M. Aziza page 4



Ghaza

Des milliers de malades en danger

Mardi, 109^e jour du cessez-le-feu, Israël continue ses violations de l'accord de Charm Al-Cheikh, faisant des centaines martyrs et davantage de blessés depuis la signature du « plan de paix », dans ce qui semble être une démarche menée en total accord avec l'administration Trump.

Mohamed Mehdi

L'occupation israélienne intensifie ses bombardements et ses attaques visant des civils dans plusieurs régions de Ghaza, continue de ne pas respecter le protocole humanitaire notamment en ce qui concerne l'ouverture du point de passage de Rafah, empêchant ainsi la sortie de dizaines de milliers de malades et de blessés pour être soignés en dehors de l'enclave suite à la destruction quasi-totale du système de santé de Ghaza.

Durant les précédentes 24 heures (lundi), les bombardements de l'occupation sioniste ont fait 11 nouvelles victimes, dont 2 martyrs et 9 blessés, indique le rapport statistique du ministère de la Santé publié hier.

Le bilan des victimes des massacres israéliens, depuis l'accord de cessez-le-feu du 11 octobre 2025, passe à 488 martyrs et 1.350 blessés, alors que le nombre de corps de martyrs exhumés des décombes est de 714. Le nombre cumulé des victimes du génocide israélien à Ghaza, depuis le 7 octobre 2023, passe à 71.662 martyrs et 171.428 blessés.

AU MOINS 20.000 MALADES ET BLESSÉS ATTENDENT DES SOINS À L'ÉTRANGER

Dans une déclaration, le ministère de la Santé a dressé, hier, un état des lieux du nombre de malades, dont des personnes atteintes de cancer, et de blessés, y compris des enfants amputés qui attendent une prise en charge médicale à l'étranger.

La déclaration rappelle que « la fermeture prolongée du point de passage de Rafah (entre Ghaza et l'Egypte), dont le but est d'empêcher le déplacement des malades et des blessés, aggrave leur état de santé devenu critique et met leur vie en danger ».

Le ministère indique que pas moins de « 20.000 personnes, dont les dossiers médicaux sont complets, attendent toujours l'autorisation de se rendre à l'étranger pour y recevoir des soins », précisant que la liste d'attente ne fait que s'allonger en raison du blocage de l'entrée des principaux médicaments, produits de la laboratoires et consommables.

« La pénurie de médicaments et de matériel médical, la fermeture de la plupart des services spécialisés et la destruction des infrastructures hospitalières ont considérablement allongé les listes d'attente pour les traitements à l'étranger », lit-on dans le communiqué.

Parmi les 20.000 malades et blessés, quelques « 440 sont en danger de mort », alerte le document, rappelant que « 1268 patients sont décédés » dans l'attente de l'autorisation de sortie pour soins médicaux. « Les personnes atteintes de cancer, dont

le nombre est estimé à 4.000, figurent parmi les groupes les plus touchés et ceux qui souffrent le plus, en raison notamment, du manque de traitements spécialisés et de services de diagnostic ».

A noter, souligne le ministère de la Santé, que parmi les 20.000 cas enregistrés, « 4.500 sont des enfants » et que « seuls 3100 patients ont pu quitter la bande de Ghaza après la fermeture du point de passage de Rafah le 7 mai 2024 ».

Le communiqué met en garde contre une augmentation de la mortalité et un allongement des listes d'attente pour les traitements à l'étranger. « L'ouverture du point de passage et la facilitation de l'évacuation des patients et des blessés, ainsi que la garantie d'un acheminement fluide des fournitures médicales essentielles, représentent le dernier espoir pour ces patients », conclut le ministère.

UNE ENQUÊTE RÉVÈLE QU'ISRAËL S'EMPLOIE À RASER LA VILLE DE BEIT HANOUN

L'équipe d'investigation numérique Sanad d'Al Jazeera a analysé des images satellites prises entre le 8 octobre 2025, soit deux jours avant le début du cessez-le-feu, et le 8 janvier, et a mis en évidence qu'Israël s'emploie à raser les ruines d'habitations à Beit Hanoun, ville du nord de la bande de Ghaza.

« Des Palestiniens craignent qu'il s'agisse d'un premier pas vers l'établissement de colonies israéliennes illégales à Ghaza », commente Al Jazeera English qui rapporte l'information.

Selon la même source, les enquêteurs de Sanad « ont constaté que l'armée israélienne a utilisé des bulldozers pour raser environ 408.000 mètres carrés de terrain, dont les vestiges d'au moins 329 maisons et des terres agricoles », notant que des images « antérieures à l'opération de déblaiement » montrent une « ville de Beit Hanoun dont certains bâtiments, endommagés par la guerre, sont restés intacts ».

« Mais à la mi-décembre, de nombreux bâtiments avaient été entièrement rasés, de même que d'anciennes terres agricoles, laissant place à un paysage aride et délabré ».

Autre détail troublant, les opérations de déblaiement « ont commencé aux abords de Beit Hanoun, en face de la clôture qui sépare la ville des colonies israéliennes voisines le long de la frontière nord, notamment Sderot, située à environ 2 kilomètres ».

Interrogée par Al Jazeera, la rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation dans les territoires palestiniens occupés, Francesca Albanese, a déclaré que « sous couvert de la guerre, Israël va détruire Gaza, déplacer les Palestiniens et tenter de réoccuper et de conquérir le territoire », ajoute AJE.

Tebboune reçoit le haut conseiller de Trump pour l'Afrique

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, M. M. Massad Boulos, haut conseiller du président américain pour l'Afrique, les affaires arabes et le Moyen-Orient, et la délégation qui l'accompagne.

Massad Boulos, qui effectue une visite officielle en Algérie, avait été reçu plus tôt par le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, au

siège du ministère. A cette occasion, le ministre d'Etat a eu une rencontre en tête-à-tête avec M. Boulos, suivie d'une réunion élargie aux membres des délégations algérienne et américaine.

Cette rencontre a été "l'occasion de passer en revue les différents aspects des relations algéro-américaines et d'examiner les moyens de les renforcer et de les hisser aux plus hauts niveaux possibles". Dans ce cadre, "les deux parties ont souligné l'importance du renforcement du dialogue stratégique

que établi entre l'Algérie et les Etats-Unis d'Amérique, et réaffirmé la nécessité de poursuivre la dynamique positive que connaît le partenariat bilatéral, notamment dans les domaines économiques", ajoute le communiqué.

Les deux parties ont également "procédé à un échange de vues sur les principales questions d'actualité dans le monde arabe et en Afrique, notamment les développements de la situation en Libye, dans la région sahélo-saharienne et au Sahara occidental".

ANALYSE

Laala Bechetoula

De Herzl à Trump : Ghaza, le « Conseil de la paix » et la nouvelle administration du chaos

Le premier projectile fut un mot Les guerres ne commencent ni avec les chars, ni avec les drones, ni avec les sirènes. Elles commencent par le langage. Bien avant le premier missile, les mots ont déjà accompli leur œuvre : ils ont préparé le terrain moral, classé les êtres humains, redéfini les catégories, déplacé des peuples entiers du registre de l'humanité vers celui du problème à gérer. A cet instant précis, tuer cesse d'apparaître comme une transgression ; cela devient une nécessité rationnelle.

Ghaza n'est pas le produit d'un dérapage soudain ni d'une escalade accidentelle. Elle est l'aboutissement d'un long processus au cours duquel le Palestinien a été progressivement dépouillé de sa qualité d'acteur politique, puis de sujet moral, avant d'être réduit à une variable sécuritaire, un fardeau, un obstacle civilisationnel. Des formulations coloniales de la fin du XIX^e siècle jusqu'au trumpisme le plus brut, la grammaire est restée la même : nier l'existence, déshumaniser la présence, sacraliser la force, puis solliciter l'aval occidental au nom de la civilisation, de la sécurité ou de la paix. Ce qui a changé n'est pas la logique, mais son degré d'exposition.

Le discours politique sioniste précoce ne s'est pas contenté de décrire la Palestine ; il l'a réinventée par le langage. La terre fut présentée comme vide ou sous-exploitée, tandis que sa population indigène était reléguée au rang d'élément marginal, arriéré ou invisible. Cette opération n'avait rien d'accidentel : tout projet colonial requiert un geste linguistique fondateur, celui qui transforme une société vivante en problème technique. Une fois ce seuil franchi, l'expulsion devient administration, la domination devient développement, et la violence se mue en planification. La violence n'apparaît jamais d'abord comme cruauté ; elle se présente comme programme.

C'est là que s'opère la première phase de l'effacement : non pas l'élimination physique, mais la dégradation conceptuelle. Lorsqu'un peuple est privé du droit d'être perçu comme sujet historique, il devient disponible pour être traité comme matière.

La Nakba de 1948 est souvent racontée comme la conséquence tragique d'une guerre. Pourtant, replacée dans la continuité des discours qui l'ont précédée, elle apparaît autrement : l'expulsion avait déjà été imaginée, discutée et justifiée. La guerre n'a pas créé l'issue, elle en a facilité l'exécution. L'enjeu n'est pas tant celui des intentions que celui de la permanence de l'imaginaire politique : un peuple longtemps désigné comme « problème démographique » fut soudain traité comme une question logistique. C'est ici que la violence devient procédure.

L'une des leçons majeures de cette trajectoire - en résonance avec certaines analyses contemporaines sans jamais les reproduire - est que les atrocités modernes n'exigent pas la haine. Elles exigent la préparation. Lorsqu'un résultat a été suffisamment répété et normalisé par le langage, son application apparaît administrative, froide, presque banale.

Après 1967, l'occupation cesse d'être présentée comme provisoire. Elle se cristallise en destin. Les Palestiniens ne sont plus perçus comme des parties à un conflit susceptible de négociation, mais comme une condition sécuritaire permanente appelant une gestion indéfinie. La menace permanente justifie les mesures permanentes. A partir de là, le temps moral se suspend : pour un peuple, l'histoire continue - élections, diplomatie, développement ; pour l'autre, le temps est figé dans une urgence sans fin, où le droit devient flexible, les droits conditionnels et la survie négociable. L'injustice n'a plus besoin d'argument : elle devient routine.

Avec les années, le discours franchit un seuil supplémentaire. Les métaphores animales, parasitaires ou pathologiques cessent d'être marginales ; elles pénètrent le langage institutionnel. Leur importance ne ré-

side pas dans l'insulte, mais dans leur efficacité. La déshumanisation réduit le coût de la violence, transforme la mort des civils en bruit de fond, rend les hôpitaux suspects et les enfants statistiquement négligeables. Lorsqu'un système par-

vient à convertir les victimes en catégories, la souffrance ne perturbe plus l'ordre : elle le soutient.

Depuis le début des années 2000, Ghaza fonctionne comme un laboratoire. On y expérimente le siège, la punition collective, la dissuasion disproportionnée. Le lexique de la « guerre contre le terrorisme » fournit le camouflage idéal : préemption, disproportion, dissuasion. Entre 2023 et 2025, le processus atteint sa pleine maturité : l'innocence est niée ouvertement, la famine est requalifiée en pression, le déplacement devient nécessité humanitaire, et la destruction massive est narrée comme légitime défense. Ghaza cesse d'être un espace de droit ; elle devient un espace d'exception. Ce n'est pas le chaos, mais un désordre méthodiquement organisé.

Donald Trump n'a pas créé cette architecture. Il en a simplement arraché les euphémismes. Lorsqu'il évoque la prise de contrôle ou la possession de Ghaza, il rend explicite ce qui était implicite depuis longtemps : Ghaza n'est plus traitée comme une société sous occupation, mais comme un actif à redistribuer. La rupture est qualitative. La violence n'est plus seulement justifiée par la sécurité ; elle est reformulée dans le langage de la propriété et du réaménagement. La guerre cède la place à l'immobilier. Les Palestiniens ne sont plus des ennemis à vaincre, mais des populations à déplacer, absorber ou éliminer - des variables dans une équation transactionnelle.

Le projet de « Conseil de la paix » s'inscrit pleinement dans cette logique. Présenté comme un mécanisme de stabilisation, il se détache pourtant du droit international, de la responsabilité universelle et du consentement des premiers concernés. Sa logique est sélective : légitimité par invitation, autorité par proximité du pouvoir, paix définie comme conformité. Il ne s'agit pas d'une paix fondée sur la justice, mais d'une gestion des résultats. Lorsque le pouvoir abandonne le langage du droit, il adopte celui de l'administration - et appelle cela l'ordre. Le Conseil ne cherche pas à traiter le crime ; il en administre les conséquences.

Lorsque Trump accepte d'être publiquement désigné comme « le premier président juif », le geste dépasse le symbole. Il signale un basculement culturel : la politique n'est plus défendue par la légalité ou l'éthique, mais par l'alignement identitaire. Dans ce climat, la critique devient trahison et la reddition de comptes hostilité. La destruction de Ghaza n'est plus débattue comme un crime, mais absorbée dans un rituel d'appartenance. Ainsi, les politiques extrêmes acquièrent une immunité non juridique, mais émotionnelle.

Ce que révèle Ghaza, ce n'est pas seulement l'effondrement des garde-fous, mais l'émergence d'une nouvelle imagination gouvernante : une violence qui n'a plus besoin d'être niée, une souffrance qui n'appelle plus de résolution, une paix dissociée de la justice. L'ancien ordre international, malgré ses hypocrisies, prétendait encore à l'universalité. Le nouveau est ouvertement conditionnel : les droits se méritent, la protection est sélective, le droit devient optionnel. Ce n'est pas un retour à la barbarie, mais quelque chose de plus troublant : une administration civilisée de la cruauté.

La trajectoire est désormais lisible. D'abord les mots. Puis les politiques. Ensuite les armes. Aujourd'hui, les structures. Ghaza n'est pas seulement détruite ; elle est remplacée par des plans, des conseils, des cadres et des transactions destinés à stabiliser le résultat plutôt qu'à affronter le crime. Le premier projectile fut un mot. Le second, une politique. Le troisième est une administration. Si ce modèle s'impose, Ghaza ne restera pas une exception : elle deviendra un précédent.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>

E-mail : infos@lequotidien-oran.com

publicite@lequotidien-oran.com

admin@lequotidien-oran.com

lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : **Ouest et Centre :** SDPO - **Est:** SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone :** 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax :** 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Algérie-Niger
 Renforcer la coopération

A. Z.

La relance de la coopération pétrolière a été au cœur des discussions lors de la visite effectuée lundi au Niger par le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab. D'importants dossiers de la coopération pétrolière ont été abordés à l'occasion des deux audiences accordées à l'hôte algérien par le président de la République du Niger, le général d'Armée Abdourahamane Tiani et son Premier ministre, ministre de l'Economie et des Finances de la République du Niger, Ali Mahaman Lamine Zeine. Lors de la première audience, et après avoir entendu le message transmis par le président Tebboune au président nigérien, portant l'attachement de l'Algérie à raffermir les liens fraternels entre les deux peuples frères et à approfondir la coopération bilatérale dans divers domaines, le président nigérien a salué l'expertise algérienne, notamment dans les domaines de l'industrie pétrolière et gazière, exprimant la volonté de son pays de tirer parti de l'expertise et de l'expérience de l'Algérie dans ces domaines, et plus particulièrement à travers le projet de recherche et d'exploration de Sonatrach au niveau du champ pétrolier du bloc Kafra. Dans ce cadre, des plannings bien élaborés ont été fixés pour entamer les forages au niveau du bloc de Kafra, et une société algérienne sera bientôt à Niamey pour débiter les travaux, selon des déclarations de M. Arkab à la télévision publique nigérienne. Selon la télévision publique nigérienne, le bloc pétrolier de Kafra regorge des puits contenant des ressources estimées à plus de 260 millions de barils, et son exploitation augmentera la production du Niger d'environ 90 mille barils par jour. Pour sa part, le président de la République du Niger a mis en exergue la solidité des relations d'amitié historique liant son pays à l'Algérie, fondées sur des valeurs de confiance, de solidarité et de soutien mutuel, inspirées des principes africains prônant l'unité et l'entraide entre les peuples du continent, sans manquer de souligner l'importance du projet du gazoduc transsaharien (TSGP), saluant les efforts de l'Algérie pour sa concrétisation, au vu de son rôle pivot dans le soutien au développement socio-économique des pays de

transit, selon les termes d'un communiqué du ministère.

A la fin de l'audience, le président de la République du Niger a chargé le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, de transmettre ses salutations fraternelles et sa haute considération au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, réitérant la volonté de son pays de renforcer les relations de coopération bilatérale avec l'Algérie dans divers domaines, et d'œuvrer à la consolidation de la coopération africaine et au renforcement du partenariat Sud-Sud.

L'IMPORTANCE
 STRATÉGIQUE DU
 PROJET DE GAZODUC
 TRANSSAHARIEN
 SOULIGNÉE

Notons que la rencontre s'est déroulée en présence, du côté nigérien, du ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Nigériens à l'Extérieur, du ministre de la Justice, et du ministre du Pétrole, et du côté algérien, du PDG du groupe Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, et du chargé d'affaires de l'ambassade d'Algérie auprès de la République du Niger, ainsi que de cadres du ministère. Lors de la seconde audience qui a été accordée le même jour à M. Arkab par le Premier ministre, ministre de l'Economie et des Finances de la République du Niger, Ali Mahaman Lamine Zeine, les deux parties ont examiné les possibilités de renforcement de la coopération bilatérale dans les domaines des hydrocarbures et des mines, notamment dans l'industrie pétrolière et gazière, indique le communiqué du ministère. A cette occasion, les deux parties ont passé en revue les récentes activités de Sonatrach dans le cadre de son projet de recherche et d'exploration au niveau du champ pétrolier du bloc Kafra, ainsi que les moyens de renforcer la coordination, notamment entre le groupe public et la Société nigérienne du pétrole (SONIDEP), afin d'atteindre les objectifs communs, précise la même source.

Evoquant le projet de gazoduc transsaharien, les deux parties ont souligné l'importance stratégique de ce projet aux niveaux régional, africain et international, mettant en avant son rôle majeur dans le soutien au développement socioéconomique dans les pays traversés par le gazoduc.

Hadj
 Le paiement des frais débute
 aujourd'hui

L'opération de paiement des frais du hadj pour la saison 1447-2026 débute aujourd'hui mercredi, a annoncé, lundi dans un communiqué, l'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO). "L'ONPO informe tous les citoyens concernés par l'accomplissement des rites du hadj pour cette saison que l'opération de paiement des frais du hadj débutera mercredi 28 janvier 2026, via les moyens de paiement agréés", précise le communiqué. Il s'agit du "paiement électronique par carte bancaire locale CIB/Edahabia via la plateforme +Bawabet El Hadj Dz+, du paiement par carte bancaire locale CIB/Edahabia via les TPE au niveau des agences de la Banque d'Algérie, du paiement par chèque bancaire certifié et du paiement en espèces". A cette occasion l'Office a invité les concernés "à effectuer le paiement le plus tôt possible pour éviter tout retard pouvant impacter le parachèvement des procédures, l'opération obéissant à des délais bien déterminés". Les concernés

sont également invités à suivre les comptes de l'Office pour toute nouveauté et à respecter les instructions et orientations.

L'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO) avait annoncé, auparavant le lancement de l'opération d'ouverture des comptes électroniques sur le portail algérien du Hadj "Bawabet El Hadj Dz" et l'application "Rakb Alhajji", depuis hier à 14h00.

L'ONPO invite tous les citoyens concernés par l'accomplissement du pèlerinage au titre de la saison du hadj 1447 AH/2026, ayant choisi de voyager avec l'ONPO, à "créer rapidement leurs comptes via le portail algérien du Hadj +Bawabet El Hadj Dz+, dès mardi 8 Chaaban 1447 AH, correspondant au 27 janvier 2026, à partir de 14h00". L'ONPO a publié le lien du portail "Bawabet El Hadj Dz": <https://bawabetelhadj.dz> ainsi que le lien pour télécharger l'application mobile "Rakb Alhajji" : <https://bawabetelhadj.dz/Assets/Android/Apps/RakbAlhajji.apk>.

Tebboune reçoit Ségolène Royal

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mardi, Mme Ségolène Royal, présidente de l'association France-Algérie. L'audience s'est

déroulée en tête-à-tête avant d'être élargie, par la suite, à Madame et Messieurs Boualem Boualem, directeur de Cabinet de la Présidence de la Républi-

que, Malika Bendouda, ministre de la Culture et des Arts, et Amar Abba, conseiller auprès du président de la République chargé des affaires diplomatiques.

Réunion du gouvernement
 L'agriculture et l'industrie à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé mardi, une réunion du gouvernement consacrée à l'examen d'un projet de décret exécutif portant modalités de création des coopératives agricoles et du projet de feuille de route du secteur de l'industrie, indique un communiqué des services du Premier ministre.

Le Gouvernement a entamé l'examen d'un projet de décret exécutif portant modalités de création des coopératives agricoles, de leur organisation et de leur fonctionnement. Ce texte vise à moderniser le cadre juridique et organisationnel des coopératives agricoles en Algérie, dans le but de renforcer leur rôle dans le développement agricole, la sécurité alimentaire et la promotion de l'investissement rural. Ainsi, ce projet de décret exécutif apporte plusieurs nou-

veautés en matière de création et de gestion des coopératives agricoles, notamment en simplifiant les procédures de création par l'adoption d'un système d'enregistrement au lieu d'agrément, en clarifiant les statuts et la gouvernance interne, en introduisant le capital social variable, la possibilité de créer des annexes et le renforcement du rôle des unions de coopératives.

Par ailleurs, et conformément aux directives du Président de la République, le Gouvernement a entamé l'examen des projets de feuille de route 2026-2028 pour chaque secteur, avant de les soumettre au Conseil des ministres pour approbation.

Dans ce cadre, le Gouvernement a entendu un exposé sur le projet de feuille de route du secteur de l'industrie, qui porte sur la diversification de l'industrie nationale et

l'augmentation de sa contribution au PIB ainsi que sur la vision stratégique pour le renforcement et la consolidation de l'écosystème national dédié au développement du secteur de l'industrie.

A ce titre, le Premier ministre a rappelé les orientations générales portant sur la méthodologie de préparation des feuilles de route sectorielles, au plan, notamment, de l'identification des axes stratégiques du secteur, qui doit être basée sur un diagnostic objectif de l'état des lieux ; la définition des instruments et outils opérationnels pour la mise en œuvre de cette stratégie ; la mise en adéquation des objectifs de la stratégie avec les capacités humaines et financières disponibles ; la prise en charge de l'interaction sectorielle des mesures et projets proposés et l'estimation des délais de leur réalisation.



Souvenez-vous avant de rêver, avant de tracer des projets sur des cartes propres, avant de prononcer le mot « paix » comme on récite une formule apprise. Souvenez-vous que Ghaza est une terre d'hommes. Une terre de courage.

Une terre d'histoire et de sacrifice. Pas une seule poignée de sa poussière n'a été touchée sans qu'un corps ne s'y effondre pour la liberté. Pas une seule nuit ne s'est écoulée sans qu'un enfant n'y apprenne, trop tôt, la langue de la peur et de l'attente.

Cette terre n'a pas été façonnée par le loisir, mais par la résistance.

Elle n'a pas été nourrie par l'abondance, mais par le sang, les larmes et une dignité farouche. Les cris des enfants de Ghaza ne se sont pas perdus.

Ils se sont incrustés dans l'air. Ils flottent encore au-dessus des ruines, comme une plainte suspendue entre la terre et le ciel.

Ils rappellent que cette petite bande de terre a connu l'un des massacres les plus méthodiques depuis la Seconde Guerre mondiale-un massacre vu, filmé, documenté, puis abandonné à l'indifférence organisée.

Ce crime n'est pas né du hasard. Il est le produit d'un sionisme politique devenu système :

un projet de dépossession soutenu par des puissances occidentales, armé par des industries de mort, légitimé par des discours creux sur la sécurité et la civilisation.

Mais ce système n'aurait jamais atteint un tel degré d'impunité sans une autre trahison, plus proche, plus douloureuse.

La trahison des régimes arabes. Car pendant que Ghaza brûlait, les palais sont restés éclairés.

Les sommets se sont tenus. Les accords ont été signés.

Les régimes arabes ont regardé la terre palestinienne se consumer sans rompre leurs alliances sans fermer leurs bases, sans risquer leurs trônes.

Ils ont choisi la stabilité de leurs pouvoirs plutôt que la justice.

Ils ont choisi leurs relations stratégiques plutôt que la vie des enfants.

Ils ont transformé la Cause palestinienne en slogan de circonstance, en discours rituel, vidé de toute action.

Leur silence n'était pas une faiblesse. Il était une décision.

Une décision de ne pas voir. Une décision de ne pas entendre.

Une décision de laisser Ghaza seule face à la machine de destruction.

Certains ont même franchi une ligne plus sombre encore : normalisation, coopération sécuritaire, échange d'intérêts, pendant que les corps étaient extraits des décombres à mains nues.

Ils ont appelé cela réalisme. Ils ont appelé cela diplomatie. L'Histoire appellera

cela autrement. Et c'est dans ce paysage de complexités croisées que Donald Trump rêve aujourd'hui de transformer Ghaza en Côte d'Azur.

Une vitrine de plaisir. Une plage de divertissement.

Un Dubaï souillé sans mémoire. Il voudrait recouvrir les charniers de sable fin, effacer les cicatrices sous les hôtels de luxe, faire oublier que cette terre a été labourée par les bombes avant d'être convoitée par les investisseurs.

Mais Ghaza n'est pas une station balnéaire. Ghaza n'est pas une opportunité économique. Ghaza est une blessure vivante, et un serment non tenu. Vous avez fondé un « conseil de la paix » sans Ghaza.

Sans les hommes de la cause. Sans les victimes.

Sans les véritables propriétaires de la terre. Aucun père qui a porté son enfant sans vie n'a été consulté. Aucune mère qui a enterré toute une famille n'a été écoutée. Aucun survivant n'a été invité à dire ce que signifie la paix quand on a tout perdu, sauf la mémoire.

À la place, vous avez rassemblé ceux qui ont armé les bourreaux, ceux qui ont protégé le crime par le droit et la diplomatie, ceux qui ont parlé de « désescalade » pendant que la mort s'installait durablement.

Et les régimes arabes, encore une fois, ont accompagné le mouvement par leur absence, par leurs communiqués creux, par leur neutralité coupable.

Mais votre projet est condamné. Condamné parce qu'aucune paix ne peut naître sans les victimes.

Condamné parce qu'aucune réconciliation ne peut se bâtir sur la négation de la terre et de ses propriétaires.

Condamné parce qu'une paix conçue contre les peuples et avec les bourreaux n'est qu'une violence différée.

Les enfants de Ghaza ne disparaîtront pas. Leurs os pousseront comme des coquillages sur les plages que vous rêvez d'aménager.

Leurs absences hanteront chaque contrat, chaque sommet, chaque photo officielle.

Leurs cris traverseront l'espace et le temps, rappelant que cette terre a été abandonnée-mais jamais vaincue. Le sang a trop coulé.

Ghaza ne sera jamais une Côte d'Azur du Moyen-Orient.

Elle restera une terre d'hommes, de courage, de sacrifice et d'histoire - une terre qui jugera un jour ceux qui l'ont trahie par les armes, et ceux qui l'ont trahie par le silence.

Souvenez-vous. Car l'Histoire n'oublie ni les crimes, ni ceux qui ont détourné le regard pendant qu'ils se commettaient.

Loi régissant la profession de pharmacien

Le SNAPO appelle à l'ouverture d'un dialogue direct avec le ministère

Le projet de décret exécutif fixant les conditions d'exercice et les modalités d'organisation de la profession de pharmacien et de pharmacien assistant d'officine prévoit le passage d'un ratio d'une pharmacie pour 5.000 habitants à une pharmacie pour 3.000 habitants. Cette mesure est perçue comme «une menace directe pour l'équilibre économique et l'avenir de la pharmacie privée».

M.Aziza

Dans ce contexte, le Syndicat national des pharmaciens d'officine (SNAPO) a exprimé sa profonde indignation et sa ferme dénonciation du contenu de l'avant-projet de décret exécutif relatif aux conditions d'exercice de la profession de pharmacien et de pharmacien assistant. Cette réaction intervient après la remise officielle de la mouture du texte, à l'issue d'une rencontre ayant regroupé une délégation du SNAPO et la directrice générale de la pharmacie et des équipements de santé au ministère de la Santé.

Selon Dr Merwan Benhadjamer, vice-président du SNAPO et membre du Conseil national du syndicat, un délai jugé trop court a été accordé aux organisations syndicales pour formuler leurs réserves et remarques sur le document remis, ce qui a fortement limité la possibilité d'un débat approfondi.

Face à cette situation, le SNAPO appelle le ministère de la Santé à ouvrir, dans les plus brefs délais, un dialogue sérieux, direct et transparent avec le partenaire social, afin de parvenir à une formule consensuelle.

Dans une déclaration au Quotidien d'Oran, le porte-parole du SNAPO, Dr Karim Merghemi, a estimé que le contenu de l'avant-projet de décret « n'est pas à la hauteur des attentes de la profession ». Il a souligné que le syndicat s'oppose fermement tant au contenu du texte qu'à la méthodologie adoptée pour son élaboration, dénonçant une démarche unilatérale, sans implication réelle et sérieuse du partenaire social représentatif des pharmaciens.

Pourtant, rappelle-t-il, « ce décret était très attendu, car il devait incarner l'ave-

nir de la profession », ajoutant que les pharmaciens l'attendent « depuis près de 30 ans ». Il affirme avoir été surpris par un texte qui néglige plusieurs aspects essentiels, notamment l'organisation de la garde, les nouvelles missions du pharmacien d'officine, ainsi que les droits et devoirs du pharmacien assistant.

Selon lui, l'avant-projet s'est essentiellement focalisé sur des aspects administratifs, sans apporter de réelle valeur ajoutée à la profession, avec des articles manquant de précision et de clarté. Le point le plus marquant demeure, selon le SNAPO, la révision à la baisse du numerus clausus, sans clarification sur son mode d'application, notamment s'il s'agit d'un pharmacien pour 3.000 habitants au niveau communal.

Dr Merghemi avertit qu'une application de cette mesure telle qu'elle est formulée pourrait conduire à la création de près de 26.000 officines, contre environ 13.000 actuellement, en plus de l'ouverture d'officines dans les zones enclavées. Il craint que cette multiplication non étudiée ne transforme une profession de santé publique en une activité purement concurrentielle, allant jusqu'à qualifier ce projet de décret « d'acte de décès de la profession ».

Le porte-parole du SNAPO rappelle toutefois que les officines privées sont déjà présentes dans toutes les communes, y compris dans les zones enclavées, et que leur implantation se fait selon les besoins réels. Il souligne également que les officines privées ont recruté près de 5.000 pharmaciens assistants, contre environ 4.000 dans les hôpitaux, alors que d'autres secteurs, tels que l'industrie pharmaceutique, les laboratoires d'analyses et les entreprises de distribution,

emploient un nombre très limité de pharmaciens assistants malgré des chiffres d'affaires élevés.

Il regrette enfin l'absence d'une vision moderne de la pharmacie, axée sur les services de santé, avec de nouvelles missions telles que la réalisation de tests rapides, la vaccination en officine ou certaines analyses de base, rappelant que ces pratiques existent depuis 1976.

ANALYSES MÉDICALES : LE SALAM S'OPPOSE À TOUTE PRATIQUE HORS LABORATOIRES AGRÉÉS

Sur la question des analyses médicales, le Syndicat algérien des laboratoires d'analyses médicales (SALAM) a, de son côté, réaffirmé dans un communiqué rendu public que la réalisation des examens de biologie médicale est strictement réservée aux laboratoires légalement agréés, conformément à l'article 251 de la loi n°18-11 relative à la santé.

Le syndicat précise que toute pratique en dehors de ces structures, notamment dans les officines pharmaceutiques, les salles de soins ou toute autre structure non agréée, est formellement interdite par la loi. Il rappelle également que les laboratoires de biologie médicale assurent une couverture sanitaire nationale effective, y compris dans les régions les plus reculées du pays.

Le SALAM considère toute infraction à ces dispositions comme une menace grave pour la santé publique et la sécurité des patients, et réaffirme sa détermination à recourir à tous les moyens syndicaux et judiciaires pour lutter contre l'exercice illégal de la biologie médicale et préserver la qualité des soins.

Algérie Poste

Un dispositif spécial pour le Ramadhan

Algérie Poste a annoncé, mardi dans un communiqué, la mise en place d'un dispositif exceptionnel visant à assurer la continuité, la qualité et la fluidité des services postaux et financiers à travers l'ensemble du territoire national, à l'occasion du mois de Ramadhan. En coordination avec les organismes et établissements concernés, "des mesures proactives et organisationnelles ont été prises pour garantir la disponibilité des liquidités avant, pendant et après le mois de Ramadhan, compte tenu de la hausse

de la demande durant cette période et de sa sensibilité socioéconomique", précise le communiqué.

Algérie Poste met également à la disposition de ses clients 2.595 distributeurs automatiques de billets (DAB) à travers les différentes wilayas du pays, avec "l'adoption d'un système de contrôle continu et d'intervention technique immédiate pour garantir le fonctionnement de ces appareils et la continuité du service de retrait".

La Direction générale d'Algérie Poste avait

"donné des instructions claires et fermes appelant l'ensemble des cadres et des employés à mobiliser toutes les énergies et à renforcer l'organisation et la bonne gestion, afin de garantir un service public de qualité, accessible et répondant aux attentes des clients durant le mois sacré", a rappelé le communiqué, faisant état du "lancement d'opérations de nettoyage, d'aménagement et de maintenance au niveau de 4.407 bureaux de poste pour accueillir les clients dans les meilleures conditions".

Abdelghani Ait Saïd nouveau PDG d'Algérie Télécom

Le ministre de la Poste et des Télécoms, Sid Ali Zerrouki, a présidé, lundi, la cérémonie d'installation de M. Abdelghani Ait Saïd, en qualité de nouveau PDG de l'entreprise Algérie Télécom, indique le ministère dans un communiqué.

La cérémonie d'installation s'est dérou-

lée en présence des responsables des établissements et organismes sous tutelle, ainsi que des membres du Conseil d'administration d'Algérie Télécom, précise la même source. A cette occasion, le ministre a félicité le nouveau PDG, en lui souhaitant plein succès dans ses fonctions, tout en mettant

en avant "le rôle central d'Algérie Télécom dans le développement des infrastructures de télécommunications, l'amélioration de la qualité des services fournis aux citoyens et l'accompagnement de la transition technologique et numérique que connaît le pays", ajoute le communiqué.

Boumerdès Trois morts dans un accident de la route

Farid Haddouche

Trois personnes ont perdu la vie dans un tragique accident de la route survenu lundi au soir, aux limites de la wilaya de Bouira et de Boumerdès. Selon la gendarmerie nationale, l'accident s'est produit sur l'autoroute A2, au niveau du col d'Ouled Ouali, dans la commune de Larbaâta, en direction d'Alger. Les éléments de la protection civile ont été dépêchés sur les lieux. Les dépouilles des victimes ont été transférées à la morgue. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances du drame.

Crise libyenne

Attaf insiste sur l'importance de la tenue de la session du Mécanisme tripartite des pays voisins

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a insisté, lundi à Tunis, sur l'importance de la tenue de la session du Mécanisme tripartite des pays voisins (Algérie, Tunisie et Egypte), afin d'examiner les derniers développements de la crise libyenne.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'audience que lui a accordée le président tunisien, M. Kais Saïed, M. Attaf a précisé qu'au-delà de l'importance accordée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son frère le président Kais Saïed au "raffermissement des relations entre l'Algérie et la Tunisie, les dirigeants de nos deux pays frères veillent avec la plus grande rigueur à la sécurité et à la stabilité du voisinage de nos pays et de leur espace d'appartenance commune et directe. C'est de là que découle l'importance de ce qui nous réunit aujourd'hui (lundi, ndlr) à Tunis, à savoir la tenue d'une nouvelle session du Mécanisme tripartite des pays voisins (Algérie, Tunisie et Egypte), pour examiner les derniers développements de la crise libyenne".

Cette session "intervient dans le contexte de la réactivation de cet important mécanisme après les réunions du Caire et d'Alger, afin d'affirmer d'une seule et même voix l'impératif de mettre fin à cette crise qui n'a que trop duré", a-t-il souligné. Et d'ajouter : "Notre seul objectif en cela est le désir d'apporter un soutien à nos frères libyens, de les aider à surmonter leur crise, à resserrer leurs rangs et à unifier leur parole, afin de parvenir au règlement politique escompté".

"Nos trois pays sont les plus exposés aux répercussions et complexités de la crise libyenne, nos trois pays sont les plus proches de la réalité de la crise libyenne et de ses différentes parties, et nos trois pays sont les plus fervents et les plus sincères dans leur volonté de mettre fin à la crise libyenne et de préserver la souveraineté de la Libye et l'unité de ses terres, de son peuple et de ses institutions", a expliqué le ministre d'Etat.

Dans ce cadre, ajoute M. Attaf, "j'ai exprimé à Son Excellence le président Kais Saïed notre haute considération pour l'initiative de la Tunisie, pays frère, d'appeler à la tenue de cette réunion importante, avec la participation de la représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies en Libye".

"J'ai également exprimé, dans ce sillage, notre profonde conviction que la sécurité de la Libye est indissociable de la sécurité de nos trois pays, et de la stabilité de notre espace commun dans son ensemble. Ainsi, la responsabilité qui nous incombe est celle de contribuer à réunir les conditions d'un règlement approprié de la crise libyenne, et est celle aussi d'oeuvrer à permettre aux Libyens de s'approprier la solution politique à la crise libyenne, et de participer à la mise de cette solution à l'abri des ingérences, des tiraillements et des polarisations qui compliquent, voire empêchent l'aboutissement rapide à un accord sur la solution escomptée à la crise libyenne".

Par ailleurs, M. Attaf a indiqué que cette rencontre avec le président Kais Saïed "revêt une portée particulière, alors que nos deux pays ravivent, en ces jours, le souvenir d'un glorieux anniversaire inscrit dans les annales de leur histoire commune, un anniversaire cher aux peuples algérien et tunisien, un anniversaire illustrant les plus nobles images de fraternité, de solidarité et de sacrifice et consacrant la profondeur et l'enracinement des relations algéro-tunisiennes. Il s'agit de l'anniversaire des événements de Sakiet Sidi Youssef que nos deux pays s'approprient à commémorer d'une manière qui sied à leur valeur et à leur symbolique".

A cette occasion, ajoute M. Attaf, "j'ai eu l'honneur de transmettre à Son Excellence le président Kais Saïed les salutations de son frère, le président Abdelmadjid Tebboune, et ses vœux les plus sincères à l'occasion de ce cher anniversaire, profondément gravé dans notre mémoire commune".

"J'ai également exprimé à Son Excellence le président Kais Saïed l'intérêt particulier et l'attachement constant de son frère, le président Abdelmadjid Tebboune, à poursuivre le travail commun en vue de réaliser davantage d'acquis sur la voie du renforcement des relations algéro-tunisiennes, au mieux des intérêts de nos deux pays, de nos deux peuples, et de l'ensemble des espaces de notre appartenance arabe, africaine, islamique et méditerranéenne".

Dans cette optique, la rencontre "a constitué une précieuse occasion pour exprimer notre satisfaction commune quant aux conclusions importantes et aux résultats qualitatifs issus des travaux de la 23e session de la Grande Commission mixte algéro-tunisienne, tenue le mois dernier dans la capitale Tunis", a-t-il assuré.

"J'ai écouté avec un grand intérêt et une haute considération les analyses profondes présentées par Son Excellence le président Kais Saïed concernant les perspectives de concrétisation de ces conclusions et résultats sur le terrain, et leur transformation en projets pratiques et en réalisations tangibles pour le rayonnement des relations algéro-tunisiennes", a poursuivi M. Attaf.

Et de conclure en déclarant: "Son Excellence le président Kais Saïed a également réitéré sa vision stratégique du présent et de l'avenir des relations entre nos deux pays frères, une vision intégrée et inclusive dont il partage pleinement la conviction et la volonté de la concrétiser avec son frère, le président Abdelmadjid Tebboune".

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE ET DE
L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS
DE LA WILAYA D'ORAN

NIF : 09983101925905

AVIS DE PRESELECTION

Concours National Restreint de la maîtrise d'œuvre N°63/2025

Monsieur le ministre représenté par monsieur Le Directeur Des Equipements Publics de la wilaya d'Oran, informe l'ensemble des bureaux d'études ayant participé au concours restreint N°63/2025

Relatif à la maîtrise d'œuvre **ETUDE ET SUIVI POUR REALISATION D'UNE ECOLE PRIMAIRE TYPE 02 N°01 AU NIVEAU DU SITE DES 5000/8000 LLV POLE AHMED ZABANA COMMUNE DE MESSEREGHINE WILAYA D'ORAN**
(Cités habitat intégrées 2026)

paru aux quotidiens en langue étrangère « Quotidien d'Oran » le 25/12/2025, et en langue arabe « Algérie brèves news » le 25/12/2025, que la liste des bureaux d'études présélectionnés est arrêtée comme suit :

N° pli	LES BUREAUX D'ETUDES PRE-QUALIFIES pour la 2 Eme phase
01	GROUPEMENT ATRIUM (Chef de fil BET BELDJILALI Moutaz Billah)
02	BET MELIANI HIND
03	GROUPEMENT CASA (Chef de fil BOGHEDDOU Ahmed)
04	BET SEKHRI RACHID
05	BET BENDJIMA Zakaria top building
06	BET BENAOUALI MOHAMED
07	BET BOUALEM ZOHRA
08	GROUPEMENT ARBEN (Chef de fil YACOUBI Med Hatim)
09	Groupement SS HANDASSA (Chef de fil Amer silham)
10	Groupement BAUS (Chef de fil Azouz mourad)
11	BET TAYAN MOHAMED
12	BET Bouras riad
13	BET LEMDANI TOUFIK
14	BET BOUNOUA Ahmed
15	BET CHAIB MERIEM
16	BET ELAGOUNE MAHMOUD
17	BET BOUDJENAN HADI Ahmed
18	Groupement AD ARCHITECTE (Chef de fil Abou elhacene hacene)
19	Groupement ZET (Chef de fil ZENAGUI Fouzi)
20	Groupement ARCHI PARTENERS (Chef de fil Hakiki Med Karim)
21	Groupement TASMIM (Chef de fil ADNANI Isma)
22	BET ARBI OMAR
23	BET MAMOUNI SOFIANE
24	Groupement 3A (Chef de fil AMEUR LARBI)
25	Groupement MB UNION (Chef de fil MAACHOU MED REDA)
26	Groupement ARCHIBOU (Chef de fil BENAMIRA OKBA)
27	Groupement TAHOUNZA et BACHIR (Chef de fil TAHOUNZA BACHIR)
28	BET BOUNOUA FARID
29	BET RAHALA MOHAMED
30	Groupement Alpha Arch (Chef de fil Mahdaoui Mohamed)
31	BET MEHDI MOHAMED
32	BET RAFAAI MOHAMED
33	Groupement BB (Chef de fil BENMOSTEFA LAHOUIA)
34	GROUPEMENT HANDASSATI (Chef de fil KELKOUL Wafaa)
35	Groupement AA (Chef de fil Remali el hadj)

Les candidats présélectionnés sont invités à remettre l'offre technique l'offre de prestation et l'offre financière. Chaque offre est insérée dans une enveloppe fermée, indiquant la référence et l'objet du concours ainsi que la mention « offre technique » ou « offre de prestation » ou « offre financière », les enveloppes sont mises dans une enveloppe anonyme, comportant la mention :

A
Monsieur le Directeur des équipements publics de la Wilaya d'Oran
« À n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et évaluation des offres »
Concours National D'architecture Restreint de la maîtrise d'œuvre N°63/2025
PROJET : ETUDE ET SUIVI POUR REALISATION D'UNE ECOLE PRIMAIRE TYPE 02 N°01
AU NIVEAU DU SITE DES 5000/8000 LLV POLE AHMED ZABANA COMMUNE DE
MESSEREGHINE WILAYA D'ORAN
(Cités habitat intégrées 2026)

CONSISTANCE DES OFFRES :

Seuls Les bureaux d'études présélectionnés dans la première phase (Dossier De Candidature) sont invités à remettre leurs offres : Technique, De Prestations Graphiques Et Financière.

I- OFFRE DES PRESTATIONS GRAPHIQUES

comprend les pièces graphiques et écrites suivantes :

PIECES GRAPHIQUES sous format A2

- Plan de situation à l'échelle appropriée.
- Plan de l'ensemble du projet faisant ressortir son intégration dans son environnement immédiat ech : 1/200 ou 1/500.
- Plan topographique.
- Plan de masse ech : 1 /500.
- Plans des différents niveaux ech : 1/100 ou 1/200.
- Façades et coupes ech : 1/200.
- Plans des voies et réseaux existants
- Perspectives et croquis d'ambiance faisant ressortir l'image du projet.
- Vues en 3D
- Une présentation du projet sur CD (fichier en PDF).
- L'enveloppe scellée Elle contient l'identification du candidat (Le nom, la raison sociale, Numéro de portable, Numéro de téléphone fixe, le numéro de fax, E-mail s'il existe et l'adresse de la personne physique ou morale du candidat ainsi que le code du bureau d'études qui devra être constitué de cinq « 05 » chiffres

N.B : Le Code Choisi Par Le soumissionnaire Contient 5 Chiffres Avec Type De Police « Times New Roman » Taille De La Police 16

- PIECE ECRITE : Le mémoire explicatif du projet faisant ressortir ce qui suit :
- Présentation du projet (architecture, aménagement, le cout des travaux)
 - L'inscription dans le site, options techniques et esthétiques
 - Un tableau comparatif des surfaces du projet
 - PV de visite ou déclaration de site selon modèle joint.

II- OFFRE TECHNIQUE

Comprend les documents suivant :

- Le cahier des charges dument signé et renseigné portant la mention « lu et accepté »
 - La déclaration à souscrire, selon modèle ci-joint, renseignée, datée, signée par le soumissionnaire et portant son cachet
 - Protocole d'accord en cas de Groupement : celui-ci devra indiquer les parts et les missions de chaque architecte avec précision du Chef de file disposant de la majorité des parts (plus de 51%).
 - Un mémoire technique justifiant ce qui suit :
 - Les Moyens humains à mettre à la disposition du projet justifié par des CV, les diplômes, l'état nominatif CNAS et le certificat ou attestations de travail
 - Moyens matériels à mobiliser pour le projet
 - Un registre de commerce électronique pour les bureaux d'études qui disposent d'un registre de commerce
- le mémoire technique est une pièce obligatoire. Toute offre ne contient pas le mémoire technique rempli conformément au modèle joint en annexe est une offre non conforme.
 - Seuls les moyens humaine ainsi que les moyens matériels mis à la disposition du projet renseignés dans le mémoire technique établi conformément à l'annexe ci-joint sont comptabilisés à l'évaluation technique

III- OFFRE FINANCIERE

Comprend

- La lettre de soumission selon modèle ci-joint, renseignée, datée, signée par le soumissionnaire et portant son cachet.
- Proposition d'honoraires (En TTC) pour la prestation de la maîtrise d'œuvre partie fixe et partie variable définie en annexes jointes au cahier des charges renseignées datées et signées :
 - Annexe 01 évaluation des honoraires
 - Annexe 02 (liste nominative des intervenants)

NB : Aucune information relative au montant de l'offre financière ne doit figurer dans les plis de prestations, sous peine de rejet de l'offre.

Les plis devront être, cachetés sur laquelle seront portées les mentions, ci-après

CONCOURS NATIONAL RESTREINT DE LA MAITRISE D'ŒUVRE N° 63 / 2025
ETUDE ET SUIVI POUR REALISATION D'UNE ECOLE PRIMAIRE TYPE 02 N°01
AU NIVEAU DU SITE DES 5000/8000 LLV
POLE AHMED ZABANA COMMUNE DE MESSEREGHINE WILAYA D'ORAN
(Cités habitat intégrées 2026)

A ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres
Adressé à Mr Le Directeur des Equipements Publics de la Wilaya d'Oran

Dans cette deuxième phase, la date limite de dépôt des offres techniques, des prestations et les offres financières correspond aux derniers jours de la durée de préparation qui est de 15 jours cette date est fixée dans le courrier d'invitation transmis par le service contractant aux candidats présélectionnés.

La date limite de dépôt des offres : Technique, De Prestations Graphiques Et Financière.
Correspond au dernier jour de la durée de préparation qui est de 15 jours, soit le À 12h00

- L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 13h00 en séance publique

Seuls les candidats qui auront retiré le cahier des charges, sont autorisés à participer au concours

- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant la durée de préparation des offres de 30 jours augmentée de (3) trois mois à compter de la date de dépôt des offres.
- Les soumissionnaires sont invités à se rapprocher de la DEP d'Oran pendant les 10 jours qui suivent l'ouverture des plis en vue d'éventuels compléments de dossiers.
- Si le jour du dépôt et d'ouverture des plis coïncide avec un jour férié ou un jour de repos l'égal, la durée de préparation des offres et prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2631001189 Le Quotidien d'Oran 28/01/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE RELIZANE

DAIRA DE MENDES

COMMUNE DE MENDES

N FISCAL : 098448285142217

Avis d'appel d'offre national ouvert n°03/2026

Conformément à la Loi N°12-23 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics, et l'article 43 du décret présidentiel n°15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et délégations de service public. Le président de l'assemblée populaire communale de MENDES lance un appel d'offre national ouvert pour le projet suivant:

Aménagement urbain (travaux routiers) 106 LOT parcelle 52, commune de Mendes

Les opérateurs économiques souhaitant participer doivent télécharger le cahier des charges sur la page officielle de la commune de Mandes sur Facebook à condition que les documents requis soient présents et valables à la date d'ouverture des plis. Le dossier de participation est constitué

I *- /dossier de candidature (Composée de):

1*-Déclaration de candidature dument rempli, signé et paraphé

2*-Déclaration de probité dument rempli, signé et paraphé.

3*-Une copie des statuts Pour les sociétés.

4*-Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise (les délégations).

5*-Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou le cas échéant, des sous-traitants:

A*-capacités professionnelles: copie de Certificat de qualification et de classification professionnelle principale en Travaux publics (en cours de validité à la date d'ouverture) catégorie TROIS et plus

b*- capacités financières: Références bancaires et Bilans financiers des trois années précédentes visées par les services des impôts territorialement compétents.

c*- capacités techniques:

-Moyens matériels: Liste des moyens matériels de l'entreprise à mettre à la disposition du chantier à justifier par des cartes grises-police d'assurance, ou factures d'achat ou actes notariés de locations.

-Moyens humains : Liste des moyens humains de l'entreprise à mettre à la disposition du chantier à justifier par des diplômes ou attestations du personnel non qualifié (visé par CNAS en cours de validité).

-Référence de L'Entreprise: (Attestations d'exécution délivrées par Maîtres d'ouvrages).

II*- /Offre Technique (Composée de):

1*- copie de Registre de commerce

2*- copie de Carte d'immatriculation fiscale (N.I.F) ou N.I.S.

3*-Déclaration à Souscrire dument rempli, signé et paraphé.

4*-Tout document permettant d'évaluer l'offre technique: un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 du décret présidentiel N°15/247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics.

5*-Délai et planning de réalisation.

6*- Cahier des charges dument (Remplie, daté et signée).

III*- /Dossier Financier (Composée de):

1*- La lettre de soumission dument rempli, signé et paraphé

2*- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;

3*- Le dévis /quantitatif et estimatif (DQE) ;

4*- La décomposition du prix global et forfaitaire(DPGF).

5*- Le sous-détail des prix unitaires (SDPU) ;

6*- Le devis descriptif et estimatif détaillé (DDED).

Les offres accompagnées des documents citées ci-dessus doivent être déposées à l'adresse suivante :APC DE MENDES .Sous pli anonyme contenant deux plis séparés, l'un pour l'offre technique et l'autre pour l'offre financière. Cela dans un délai de 15 jours à compter de la date de première parution de présent avis dans la presse ou le BOMOP.L'enveloppe

Extérieure comportera la mention: AVIS d'appel d'offre national ouvert n°03/2026

Appel d'offre A NE PAS OUVRIR / NOM DE PROJET

Et l'heure de dépôts des offres est 13h30. Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des pli qui aura lieu le dernier jour de la date limite de dépôt des offres à 14h00.Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant à l'adresse suivante siège de l'APC DE MENDES, bureau des marchés. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de (durée de préparation des offres +90jours).

Le président de l'APC

ANEP N° 2631001288 Le Quotidien d'Oran 28/01/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE RELIZANE

DAIRA DE MENDES

COMMUNE DE MENDES

N FISCAL : 098448285142217

Avis d'appel d'offre national ouvert n°04/2026

Conformément à la Loi N°12-23 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics, et l'article 43 du décret présidentiel n°15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et délégations de service public. Le président de l'assemblée populaire communale de MENDES lance un appel d'offre national ouvert pour le projet suivant:

Rénovation des tronçons défectueux du réseau d'assainissements divers cités centre Mendes

Les opérateurs économiques souhaitant participer doivent télécharger le cahier des charges sur la page officielle de la commune de Mandes sur Facebook à condition que les documents requis soient présents et valables à la date d'ouverture des plis. Le dossier de participation est constitué

I *- /dossier de candidature (Composée de):

1*-Déclaration de candidature dument rempli, signé et paraphé

2*-Déclaration de probité dument rempli, signé et paraphé.

3*-Une copie des statuts Pour les sociétés.

4*-Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise (les délégations).

5*-Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou le cas échéant, des sous-traitants:

A*-capacités professionnelles: copie de Certificat de qualification et de classification professionnelle principale en hydraulique (en cours de validité à la date d'ouverture) catégorie QUATRE et plus

b*- capacités financières: Références bancaires et Bilans financiers des trois années précédentes visées par les services des impôts territorialement compétents.

c*- capacités techniques:

-Moyens matériels: Liste des moyens matériels de l'entreprise à mettre à la disposition du chantier à justifier par des cartes grises-police d'assurance, ou factures d'achat ou actes notariés de locations.

-Moyens humains : Liste des moyens humains de l'entreprise à mettre à la disposition du chantier à justifier par des diplômes ou attestations du personnel non qualifié (visé par CNAS en cours de validité).

-Référence de L'Entreprise: (Attestations d'exécution délivrées par Maîtres d'ouvrages).

II*- /Offre Technique (Composée de):

1*- copie de Registre de commerce

2*- copie de Carte d'immatriculation fiscale (N.I.F) ou N.I.S.

3*-Déclaration à Souscrire dument rempli, signé et paraphé.

4*-Tout document permettant d'évaluer l'offre technique: un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 du décret présidentiel N°15/247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics.

5*-Délai et planning de réalisation.

6*- Cahier des charges dument (Remplie, daté et signée).

III*- /Dossier Financier (Composée de):

1*- La lettre de soumission dument rempli, signé et paraphé

2*- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;

3*- Le dévis /quantitatif et estimatif (DQE) ;

4*- La décomposition du prix global et forfaitaire(DPGF).

5*- Le sous-détail des prix unitaires (SDPU) ;

6*- Le devis descriptif et estimatif détaillé (DDED).

Les offres accompagnées des documents citées ci-dessus doivent être déposées à l'adresse suivante :APC DE MENDES .Sous pli anonyme contenant deux plis séparés, l'un pour l'offre technique et l'autre pour l'offre financière. Cela dans un délai de 15 jours à compter de la date de première parution de présent avis dans la presse ou le BOMOP.L'enveloppe

Extérieure comportera la mention: AVIS d'appel d'offre national ouvert n°04/2026

Appel d'offre A NE PAS OUVRIR / NOM DE PROJET

Et l'heure de dépôts des offres est 13h30. Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des pli qui aura lieu le dernier jour de la date limite de dépôt des offres à 14h00 Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant à l'adresse suivante siège de l'APC DE MENDES, bureau des marchés. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de (durée de préparation des offres +90jours).

Le président de l'APC

ANEP N° 2631001298 Le Quotidien d'Oran 28/01/2026

Un porte-avions américain arrivé dans le Golfe L'Iran met en garde contre toute intervention

L'Iran a mis en garde lundi contre une intervention américaine après le récent mouvement de contestation réprimé dans le sang, au moment où les Etats-Unis renforcent leur présence dans la région, où un porte-avions est arrivé.



Le porte-avions Abraham Lincoln et son escorte sont arrivés au Moyen-Orient, «pour promouvoir la sécurité et la stabilité régionales», a annoncé lundi le Commandement militaire américain pour le Moyen-Orient (Centcom). «Nous avons une grande armada près de l'Iran. Plus grande qu'au Venezuela», a déclaré le président américain Donald Trump au site Axios, dans une allusion à la capture du chef d'Etat vénézuélien Nicolas Maduro début janvier. Donald Trump avait annoncé dès la semaine dernière l'envoi dans le Golfe d'une telle «armada», maintenant la pression sur Téhéran qu'il a plusieurs fois menacé de frapper. Mais l'Iran «ne permettra pas qu'une menace à la sécurité nationale (...), même à ses prémices, atteigne le stade de l'action», a

martelé lundi un haut responsable militaire iranien cité par la télévision d'Etat. «L'arrivée d'un tel navire de guerre ne va pas affecter la détermination de l'Iran» face à la contestation, a lui aussi réagi le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Esmail Baghaï. Plutôt qu'agir comme «un moyen de dissuasion», la «concentration et l'accumulation de forces» étrangères «accroîtraient plutôt leur vulnérabilité et en feraient des cibles faciles d'accès», a-t-il averti. Alors que le pays reste coupé d'internet depuis plus de 18 jours, le travail de décompte des morts se poursuit. Une organisation de défense des droits humains a fait état d'un nouveau bilan de près de 6.000 morts, et dit enquêter sur des milliers d'autres possibles décès.

«QUI SÈME LE VENT»

Symbole des tensions, les autorités iraniennes ont déployé dans le centre de Téhéran un immense panneau anti-américain montrant un porte-avions ciblé par des frappes aériennes. «Qui sème le vent récolte la tempête», affirme le slogan traduit en anglais. «La puissance navale de l'Iran n'est pas seulement défensive», a aussi mis en garde le commandant de la marine iranienne, Shahrām Irāni, cité par l'agence de presse officielle Irna. Au Liban, le Hezbollah pro-iranien a organisé lundi un rassemblement en soutien à la République islamique, son dirigeant, Naïm Qassem, estimant qu'«une guerre contre

l'Iran embraserait la région». De leur côté, les Emirats arabes unis, qui accueillent une base aérienne américaine dans le voisinage de l'Iran, ont déclaré qu'ils n'autoriseraient pas l'usage de leur territoire pour des attaques contre Téhéran.

NOUVEAU BILAN

Sorti affaibli de la guerre de juin 2025 avec Israël et les Etats-Unis, le pouvoir iranien a étouffé par une violente répression les récentes manifestations. Initié fin décembre par des commerçants contre le marasme économique, le mouvement avait pris le 8 janvier une vaste ampleur, posant à la République islamique son plus grand défi depuis sa création en 1979. Après le blocage ce jour-là de l'accès à internet, le pays reste aujourd'hui largement coupé du monde, a souligné lundi l'ONG de surveillance de la cybersécurité Netblocks, pour qui la mesure vise à «masquer l'ampleur de la répression meurtrière contre les civils». Hossein Rafieian, un responsable des services de la présidence pour l'économie numérique, a dit lundi espérer un rétablissement de l'accès à internet pour les entreprises dans les deux prochains jours, précisant toutefois que la décision ne relevait pas de son «autorité directe». Le guide suprême, Ali Khamenei, est apparu pour la dernière fois en public le 17 janvier, avertissant que les autorités «briseraient le dos des séditeux». Le ministère iranien de la Santé a exhorté lundi les personnes blessées lors des manifestations à se rendre à l'hôpital, alors que, selon les ONG, les forces de sécurité y ont procédé à de nombreuses arrestations. Dans le même temps, la télévision d'Etat a diffusé ces dernières semaines au moins 240 prétendus «aveux» de contestataires, d'après HRANA, une pratique dénoncée notamment par Amnesty International et les Nations unies. La semaine dernière, les autorités iraniennes ont donné leur premier bilan total, de 3.117 morts, dont 2.427 sont selon elles des membres des forces de sécurité ou des passants.

Venezuela

L'onde de choc de l'attaque américaine laisse une population «terrifiée»

Maria dit ne plus dormir depuis l'attaque américaine du 3 janvier menant à l'enlèvement de Nicolas Maduro.

Elle était aux premières loges, vivant à quelque 500m de Forte Tiuna, le plus grand complexe militaire du Venezuela, où était réfugié le président déchu et sur lequel est tombé un déluge de projectiles. Comme beaucoup de Vénézuéliens, elle est traumatisée par l'attaque surprise survenue en pleine nuit. Hantée par les déflagrations, elle doit prendre des somnifères. Elle évoque la fumée orangée s'élevant de Forte Tiuna, la lumière jaune qui a empli son appartement, les secousses de son lit, le tremblement des fenêtres. Son fils adolescent agrippé à elle. Les cris déchirants de voisins dans les couloirs de son immeuble... «Les choses qui se sont passées ce jour-là, je ne veux plus les revivre. Je suis très sensible», raconte Maria, la cinquantaine «Même en prenant des médicaments, je sursaute à chaque camion qui passe, à chaque klaxon qui retentit», confie-t-elle. «Je me sens en insécurité, honteuse, en colère, je ressens beaucoup de choses, mais surtout j'ai peur.» «Je suis terrifiée à l'idée que mon fils sorte et qu'il arrive quelque chose», ajoute-t-elle, sans prononcer le mot bombardement. La peur est omniprésente au Venezuela. L'Etat d'urgence décrété juste après l'attaque permet d'arrêter toute personne soutenant l'incursion américaine, imposant un silence généralisé qui contraste avec les manifestations massives de la diaspora. «Et le dommage psychologique, qui te le répare ?», s'interroge Maria, disant essayer de «recoller les morceaux». Les troubles du sommeil et les pensées négatives récurrentes révèlent un stress post-traumatique dû à une «peur intense», explique la psychologue Yorelis Acosta. Les Vénézuéliens, souligne-t-elle, «sont vrai-



ment dans un état d'alerte important» après que Donald Trump a fait bombarder la capitale et les zones alentour, avec un bilan avoisinant la centaine de morts. Le président américain a, de plus, évoqué de nouvelles attaques si nécessaire.

«AVANCER»

Lucia était elle dans un des complexes résidentiels du Fort, énorme enclave militaire dans le sud-est de Caracas. Elle a vu les hélicoptères et les flammes de près. «Je sais désormais qu'un bombardement peut survenir, que cela dépend de qui en a l'en-

vie», dit-elle. Elle a désormais pris toutes les précautions. A présent, des vêtements de rechange pendent à sa porte et, dans son dressing, des sacs remplis de conserves, bouteilles d'eau, masques, compresses, sérum physiologique... «Il me manque encore des lampes torches et des biscuits», souligne-t-elle, affirmant vouloir «contrôler» ce qu'elle peut et ne pas être démunie en cas de nouvelle attaque. «Je ne peux pas mettre ma vie en veille sous prétexte que la peur l'emporte. Il faut avancer», assure Lucia, mère de deux enfants, qui refuse l'idée d'une thérapie. La santé mentale est un tabou et un luxe dans ce pays en crise permanente.

Dès le 3 janvier, la Fédération des psychologues du Venezuela a étendu les horaires de sa ligne d'assistance gratuite. Depuis, les téléphones n'arrêtent pas de sonner. La moitié des appels sont dus à des «symptômes liés à l'anxiété, des attaques de panique, où la personne se trouve très perturbée, angoissée», explique la psychologue Paola Hernandez, coordinatrice de la ligne. Lydia montre sur son téléphone une photo qui circule sur les réseaux sociaux et parue notamment dans le magazine Time : une fumée grise et orangée s'élève depuis Forte Tiuna, vue depuis le quartier populaire voisin et ses habitations précaires de briques et de toits en tôle. Elle l'efface sans tarder : «Je ne peux pas me balader avec ça, imagine s'ils me trouvent avec ça dans la rue», dit-elle avec crainte. Des ONG comme Espacio Publico signalent des fouilles de téléphones sans mandat aux barrages de police de Caracas et d'autres villes. Les autorités traquent avec des programmes des mots comme «bombardement», «Trump» et «Maduro» sur les plateformes de messagerie et fouillent les galeries photos. «Cette normalité, ce silence que nous observons dans la rue, comme si rien ne s'était passé, est pour moi lié à un désespoir acquis, à la peur» de «subir» des représailles des forces de sécurité, souligne la psychologue Yorelis Acosta. Plus de 700 personnes sont détenues pour des raisons politiques, selon le décompte de Foro Penal, et des dizaines ont été arrêtées en raison de messages sur les réseaux critiques envers le gouvernement. La peur est toujours là. Dans la rue ou chez elle, insiste Maria. Elle ne trouve pas le calme après le bombardement. «Il faut prier beaucoup Dieu pour qu'on ne revive pas ça», dit-elle la gorge nouée. «La seule chose qu'on a, c'est le présent».

Requalification et aménagement des entrées de la ville Le bureau d'études expose les grands axes du projet

J. Boukraa

Dans le cadre de l'aménagement urbain, le wali de la wilaya d'Oran, M. Ibrahim Ouchène, a présidé dimanche une réunion de travail avec le bureau d'études chargé du projet de réaménagement et de requalification des entrées de la ville d'Oran et de plusieurs axes routiers stratégiques et ronds-points. Au cours de cette rencontre, le wali a écouté l'exposé présenté par le bureau d'études, portant sur les différentes composantes techniques du projet. À l'issue de la présentation, il a formulé plusieurs observations et recommandations, tout en donnant des instructions fermes afin de corriger les insuf-

fisances relevées et d'améliorer la qualité de l'étude. Un important projet de réaménagement et de requalification des entrées de la ville d'Oran et de plusieurs axes routiers stratégiques concerne cinq ronds-points majeurs, dans le but d'améliorer durablement le paysage urbain et le cadre de vie des citoyens.

Ce programme porte notamment sur les axes suivants : le rond-point El Bahia, l'axe reliant le stade Ahmed Zabana à la cité Emir, le tronçon allant du rond-point du quartier Djamel Eddine à celui du quartier Essabah, l'axe reliant le rond-point Ennakach au boulevard des Lions, ainsi que le trajet allant de Haï El Louz au quartier Rouchi à

Bouamama. Le projet prévoit la réhabilitation des trottoirs, la modernisation de l'éclairage public, l'aménagement de cheminements piétons sécurisés, en plus d'opérations de plantation et de végétalisation, contribuant à la protection de l'environnement et à l'embellissement des espaces urbains. Ce programme s'inscrit dans une vision globale de développement urbain durable, visant à donner à Oran un visage moderne, harmonieux et conforme à son rayonnement régional et national, tout en améliorant le cadre de vie des citoyens. Ont pris part à cette réunion le directeur de l'administration locale ainsi que les représentants du bureau d'études.

Sidi Chahmi Renforcement du réseau d'éclairage public du 4^e périphérique

Les équipes de l'Entreprise de réalisation et de maintenance de l'éclairage et de signalisation d'Oran «ERMESO» ont procédé, récemment, au raccordement et à la mise en service de plusieurs points lumineux au niveau du quatrième boulevard périphérique de la commune de Sidi Chahmi, dans le cadre de ses efforts continus visant à renforcer le réseau d'éclairage public et à assurer la continuité du service aux citoyens.

Selon un communiqué de l'entreprise, l'opération a porté sur la réalisation des raccordements électriques né-

cessaires, le test des équipements, ainsi que le réglage des points lumineux, garantissant ainsi leur fonctionnement de manière sûre et efficace. Cette initiative est appelée à contribuer à l'amélioration de l'éclairage nocturne et au renforcement de la sécurité routière sur ce tronçon routier vital, considéré comme l'un des axes principaux de circulation au niveau de cette partie de la wilaya d'Oran, a-t-on souligné.

Le communiqué précise que cette opération s'inscrit dans une série de projets destinés à développer le réseau

d'éclairage public et à améliorer la qualité du service à travers les différentes communes de la wilaya, réaffirmant l'engagement de l'entreprise à offrir un environnement urbain plus sûr et plus performant aux citoyens.

L'entreprise a également souligné que l'amélioration de l'éclairage public ne se limite pas à l'aspect esthétique, mais contribue aussi à renforcer la sécurité routière, à réduire les accidents, et s'inscrit dans le cadre d'une stratégie globale de modernisation des infrastructures électriques de la wilaya.

Renforcement de la coopération économique Une délégation espagnole à la chambre du commerce

La Chambre de commerce et d'industrie de l'Oranie (CCIO) a accueilli avant-hier une délégation espagnole de haut niveau conduite par le directeur du port d'Alicante, accompagné de plusieurs opérateurs économiques espagnols, dans le cadre du renforcement des relations économiques et commerciales entre l'Algérie et l'Espagne. La délégation a été reçue par les responsables de la CCI d'Oran. A cette occasion le secrétaire de wilaya de la Chambre de commerce et d'industrie a souligné l'importance stratégique de ce type de visites dans la consolidation des échanges économiques internationaux et l'ouverture de

nouvelles perspectives de coopération et de partenariat entre les deux pays. Dans son intervention, le directeur du port d'Alicante a mis en avant la profondeur et la solidité des relations qui unissent les opérateurs économiques algériens et espagnols, insistant sur la nécessité de les hisser à un niveau supérieur à travers des projets concrets et durables. Les discussions ont notamment porté sur l'étude des mécanismes à mettre en place pour l'établissement d'un accord de jumelage entre la Chambre de commerce et d'industrie de l'Oranie et son homologue espagnole, une initiative destinée à créer une véritable dynamique économique fondée sur l'échange

d'expertises, le transfert de savoir-faire et la promotion des opportunités d'investissement. Les deux parties ont abordés les moyens de renforcer la coopération et les échanges d'expériences dans une approche basée sur le principe du «gagnant-gagnant». Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des efforts visant à encourager l'investissement, à élargir le réseau de partenariats internationaux et à renforcer la coopération économique bilatérale, contribuant ainsi au développement de l'économie locale et nationale et à l'intégration de la wilaya d'Oran dans les échanges économiques régionaux et internationaux.

J. Boukraa

Pour falsification de billets de banque Deux ressortissants africains arrêtés aux Planteurs

Les éléments de la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) de Haï Sanaouber ex-Planteurs relevant de la sûreté d'Oran sont parvenus à mettre un terme aux agissements de deux faussaires de billets de banque. Deux ressortissants subsahariens ont été arrêtés dans le cadre de cette affaire de falsification de billets de banque et leur mise en vente.

L'opération a été diligentée à la suite d'informations indiquant que des individus utilisaient un domicile pour falsifier de l'argent et l'écouler sur le marché. Les enquêteurs mettent en place un plan de surveillance et les investigations approfondies menées sur le terrain ont fini par apporter leurs fruits. Les mis en cause ont été appréhendés et de faux billets de banque en

dinars et en devises ont été récupérés. Les policiers ont saisi 9 portables, des photocopies de documents administratifs, 11 puces de téléphones, trois clés USB, du matériel utilisé dans la reproduction illégale, une imprimante et trois micro-ordinateurs avec leurs accessoires. Ils ont été présentés au tribunal et placés sous mandat de dépôt.

K. Assia

Laboratoire régional de la police scientifique, école nationale... Les projets de la police passés au peigne fin



K. Assia

Plusieurs projets visant à améliorer les conditions socioprofessionnelles du corps de la police ont été inspectés, avant-hier, lors d'une visite effectuée par le wali d'Oran M. Ibrahim Ouchène, l'inspecteur régional de la police de l'Ouest, le chef de la sûreté d'Oran et les autorités locales. Il s'agit du projet de réalisation d'un laboratoire régional de la police scientifique à Bir El Djir. Les travaux supervisés par la direction des équipements publics sont déjà lancés et sont à un taux d'avancement de l'ordre de 45%. Sur ce, un rapport détaillé a été présenté et des directives ont été données par le wali pour accélérer les travaux et livrer cette importante infrastructure dans les délais requis. Autre projet inspecté lors de cette sortie est celui portant sur la réalisation d'une école nationale de la police à Gdyl. Cette nouvelle acquisition d'une capacité de 1.500 places pédagogiques enregistre un taux d'avancement appréciable de sorte que des instructions ont été données pour

renforcer le chantier en main-d'œuvre et accélérer la cadence des travaux.

Au niveau de la commune d'El Kerma, la délégation a visité le siège d'un dortoir pour l'hébergement des policiers, une autre acquisition dont les travaux ont été achevés de quoi renforcer les infrastructures policières. Dans ce registre, le chef de l'exécutif a instruit les services compétents à achever le raccordement de cette structure au réseau de gaz et de chauffage en plus de l'aménagement des alentours dont la chaussée et ce afin qu'elle soit fonctionnelle. Par ailleurs, ces infrastructures viennent s'ajouter à d'autres projets dont celui d'une nouvelle sûreté urbaine à Haï Chahid Mahmoud dans la commune de Hassi Bounif. Cette nouvelle acquisition vient renforcer la couverture sécuritaire et s'inscrit dans le cadre du plan de modernisation de la DGSN.

En juillet dernier, trois nouvelles infrastructures ont été inaugurées par le directeur général de la sûreté nationale (DGSN), M. Ali Badaoui, en visite d'inspection et de travail à

Oran. Il s'agit d'une nouvelle sûreté urbaine à la cité 4.100 logements LPP à Sidi Chahmi. Un acquis considérable qui vient renforcer la sécurité urbaine dans ce pôle d'habitat et répondre ainsi aux attentes de la population. Le DGSN avait insisté sur la prise en charge des doléances de la population via l'amélioration de l'accueil et aussi l'écoute. Il a mis ainsi en exergue le rôle que jouent les sûretés urbaines en matière de renforcement de la sécurité et de lutte contre toute forme de criminalité. La deuxième sûreté urbaine a été inaugurée à la cité 13.000 logements AADL à Misserghine.

Par ailleurs et dans le cadre du renforcement de la couverture sécuritaire, le DGSN avait procédé à la pose de la première pierre pour la réalisation d'une nouvelle sûreté urbaine au site des 36.860 logements au pôle urbain Ahmed Zabana à Misserghine. A Ain El Beïda, le patron de la police nationale a inauguré le siège de la troisième brigade d'intervention rapide BRI. Notons que toutes réalisations viennent s'ajouter à d'autres infrastructures déjà mises en service dont le siège de la division de la police judiciaire à El Barki, le service régional de la lutte contre le crime organisé à Sidi El Bachir, le siège d'une sûreté urbaine au niveau du pôle Belgaïd, une autre infrastructure à El Menzah. Autant de projets qui visent à avoir une couverture sécuritaire optimale et à renforcer davantage le rapprochement entre la population et les services de la police.

Musée des arts modernes d'Oran Ouverture hier du Salon «Art et Création»

Le Musée public national d'art moderne et contemporain d'Oran, en coordination avec l'association culturelle rêve de la jeunesse, abrite depuis hier la deuxième édition du Salon «Art et Création», un événement culturel dédié à la promotion de l'expression artistique et de la créativité sous toutes leurs formes.

Lancé officiellement mardi, le salon a été inauguré lors d'une cérémonie organisée en présence d'artistes, de créateurs et de passionnés d'art. Cette ouverture a marqué le début d'un programme riche, mêlant formation, réflexion culturelle et créations artistiques.

Dans l'après-midi d'hier, une master class consacrée à la protection de l'identité artistique et à la durabilité de la création, animée par Khelil Lylia, a suscité un vif intérêt auprès des participants. Cette rencontre a

permis d'aborder les enjeux liés à la préservation de l'authenticité créative et à la valorisation du travail artistique dans un contexte contemporain. Les activités se poursuivent aujourd'hui mercredi avec une master class programmée à 14h00, dédiée au costume traditionnel algérien, mettant en lumière la ghlila et le mejboud comme symboles forts du patrimoine vestimentaire national. Cette session est encadrée par Bachli Khadidja, spécialiste du domaine et fervente défenseuse du patrimoine culturel.

La journée sera également marquée par un défilé de mode, offrant au public une immersion dans l'univers du stylisme et de la création contemporaine,

à travers des pièces alliant modernité et références culturelles. La clôture du Salon «Art et Création» est prévue pour jeudi, avec un défilé de mode dans le cadre de la compétition «Miss & Mister Beauté Algeria», suivi de la cérémonie de remise des prix et de l'annonce des lauréats, marquant la fin de cette manifestation artistique. À travers cette initiative, le Musée public national d'art moderne et contemporain d'Oran confirme son engagement en faveur de la promotion de la créativité, du soutien aux talents et de la valorisation du patrimoine culturel algérien, faisant de ce salon un rendez-vous incontournable de la scène artistique locale.

J. Boukraa

Horaires des prières pour Oran et ses environs

09 chaâbane 1447

El Fedjr
06h40

Dohr
13h16

Assar
06h05

Maghreb
18h28

Icha
19h50



Tlemcen

7.000 travailleurs indemnisés pour arrêt de travail à cause de la canicule

L'Agence régionale de la Caisse nationale des congés payés et du chômage dû aux intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (CACOBATPH) de Tlemcen a récemment procédé au versement des indemnités résultant de la forte hausse des températures enregistrée durant l'été dernier au profit d'environ 7.000 travailleurs, a-t-on appris, mardi, auprès du directeur de l'agence, M. Benamara Abdallah.

M. Benamara a souligné que ces travailleurs relèvent des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique dans les wilayas de Tlemcen, Ain Temouchent, Sidi Bel-Abbes et Naâma, indiquant que le montant global de ces indemnités a dépassé 47 millions de dinars, après le traitement de l'ensemble des dossiers des travailleurs ayant cessé leurs activités durant la période

estivale en raison des vagues de chaleur enregistrées dans ces wilayas. La même source a indiqué que l'agence régionale de la CACOBATPH de Tlemcen couvre quatre wilayas, à savoir Tlemcen, Sidi Bel-Abbès, Ain Temouchent et Naâma, et assure le versement des congés payés et des indemnités de chômage dues aux intempéries, tout en proposant 23 services via sa plateforme électronique, dont un nouveau service relatif au prélèvement automatique des cotisations.

Dans ce cadre, il a expliqué que ce service numérique permet le prélèvement automatique et périodique des montants des cotisations ou des redevances, directement à partir des comptes bancaires ou postaux des usagers des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique, garantissant ainsi le paiement régulier des cotisations sans nécessité de se déplacer vers l'agence, et ce

afin d'éviter les retards liés aux délais de paiement.

Afin de faire connaître ce service, l'agence organise des journées portes ouvertes jusqu'au 14 février prochain à travers l'ensemble de ses antennes dans les quatre wilayas concernées, en plus de campagnes de sensibilisation périodiques au profit des employeurs des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique, pour les informer de l'importance de la déclaration des arrêts de travail, afin de garantir l'indemnisation des travailleurs affectés par la hausse des températures, selon le même responsable.

Pour rappel, l'agence régionale de la CACOBATPH de Tlemcen recense près de 3.000 entreprises publiques et privées actives dans les secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique à travers les quatre wilayas, avec un effectif global estimé à environ 34.000 travailleurs déclarés.

Chlef

Aquaculture : la production de poissons en hausse

La direction de la pêche et de l'aquaculture de Chlef a enregistré, en 2025, une production de près de 2.200 tonnes de poissons issus de l'aquaculture marine.

La filière aquacole locale a réalisé une production de 2.192 tonnes, principalement de la daurade royale et du loup de mer, contribuant ainsi au renforcement de la production halieutique de la wilaya, a indiqué à l'APS, le directeur du secteur, Hocine Melikèche.

Ce bilan, en hausse comparative à l'année 2024 marquée par une production de 1.921 tonnes, s'explique notamment par l'extension et la réhabilitation de plusieurs projets, l'entrée en exploitation et en commercialisation de trois (3) fermes marines, ainsi que par l'encouragement de l'investissement privé dans ce domaine. Dans ce cadre, le projet de la SARL "Doumia", réalisée en 2018, a été réhabilité à travers la maintenance des équipements et l'octroi d'un certificat de qualification permettant l'accès à un crédit d'exploitation, en prévision de l'entame de l'ensemencement des cages flottantes au cours du premier semestre de l'année en cours.

Par ailleurs, la commission de wilaya chargée de l'octroi des concessions a accordé, en 2025, un accord de principe pour la réalisation des études techniques et économiques



de quatre (4) nouveaux projets dans cette filière, d'une capacité de huit (8) cages flottantes chacun.

Elle a également approuvé un projet d'extension de huit cages au niveau de la ferme marine "Zizou", tandis qu'un dossier est actuellement à l'étude pour la réalisation d'un autre projet d'aquaculture marine comprenant 40 cages flottantes dans la région de Teraghnia, commune de Ténès, selon la même source. En outre, les services du secteur œuvrent à la promotion de

l'intégration de l'aquaculture à l'activité agricole.

Quelque 39 bassins d'irrigation ont été recensés au niveau des exploitations agricoles dans le cadre de la concrétisation de cette démarche. Quatre (4) ont été commencés en tilapia, une activité qui contribue au renforcement de la production halieutique et à l'utilisation des eaux des bassins, riches en matières organiques, pour l'irrigation agricole, en substitution aux engrais chimiques.

Les réseaux d'électricité et de gaz renforcés

Abbad Miloud

Dans le cadre de la concrétisation du programme du président de la République et en application des instructions du PDG du groupe Sonelgaz pour l'alimentation des foyers en énergie électrique et gazière, dans le but d'améliorer les conditions de vie des citoyens, la direction de la distribution de l'électricité et du gaz de Chlef a mené ses activités, durant l'exercice 2025, en coordination avec les auto-

rités locales. Il a été procédé à l'alimentation de 1.749 foyers en énergie électrique et 3.344 autres en gaz. Pour le programme financé par la direction des affaires locales (DAL), 182 logements ont été alimentés en énergie électrique ce qui a nécessité une enveloppe financière de 260 millions DA.

En matière de logements collectifs, 600 logements de l'OPGI, 100 AADL et 864 promotionnels aidés (LPA) ont été alimentés en électricité et en gaz. Pour les établis-

sements scolaires qui ont ouvert leurs portes pour l'année scolaire 2025/2026, 17 ont été alimentés en électricité et en gaz (13 écoles primaires et 4 lycées) et sont situés au niveau de 7 communes (Ouled Fares, Oued Sly, Boukader, Ténès, Moussadek, Sidi Akkacha et Chlef).

Les efforts se poursuivent pour l'exercice en cours.

Un ambitieux programme est prévu pour le raccordement en énergie électrique et gazière.

Tiaret

Plus de 60 millions de dinars pour l'eau et le gaz à Oued Lili

Une enveloppe financière estimée à 66 millions de dinars a été allouée à la commune d'Oued Lili en vue de l'alimentation de 140 logements en gaz et en eau potable, répartis sur cinq zones rurales, selon le président de l'Assemblée populaire communale (APC), El Hadj Lakhdar. M. Lakhdar a souligné que ces projets, inscrits au titre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales pour l'exercice en cours, portent notamment sur l'affectation de 48 millions de dinars pour l'installation de 23 citernes de gaz propane au profit de 90 familles résidant dans les zones de El Djahayech, Essahailia, El Bassara et Ghellal El Kadima.

Il a ajouté que les entreprises de réalisation contractantes

prendront en charge les travaux de préparation des assiettes et de raccordement sanitaire, sous la supervision d'un bureau d'études spécialisé, tandis que la société Naftal se chargera de l'acquisition et de l'installation des réservoirs de gaz.

La mise en service de ce projet est prévue durant l'année en cours, notamment après l'achèvement des travaux d'aménagement et de bitumage des routes menant à ces zones accidentées, ce qui facilitera l'approvisionnement des citernes en gaz propane.

Par ailleurs, le même responsable a fait état de l'affectation de 18 millions DA pour la réalisation d'un forage hydraulique au profit de 50 familles dans la région d'Ouled El Djilali.

El Bayadh

La réhabilitation du Barrage vert se poursuit

La Conservation des forêts de la wilaya d'El-Bayadh a programmé, au titre de l'année 2026, plusieurs opérations s'inscrivant dans le cadre du programme national en cours, portant sur l'extension et la réhabilitation du Barrage vert, selon la Conservation.

L'expert forestier à la Conservation des forêts, Guerroudj Djedid, a indiqué à l'APS que le secteur des forêts a élaboré un riche programme pour l'année 2026, dont la mise en œuvre devrait débuter, prochainement, après l'achèvement de l'ensemble des démarches administratives nécessaires, dont les procédures contractuelles.

Ce programme comprend une opération de plantation pastorale sur une superficie estimée à 1.100 hectares, ainsi qu'une autre relative à la fixation des dunes de sable sur 1.000 hectares, a détaillé la même source, indiquant que ces deux opérations couvriront le périmètre du Barrage vert au niveau des communes de El-Mehra, Chellala et Boussemghoune, jusqu'aux limites de la wilaya voisine de Naâma.

Le programme prévoit également la réalisation d'opérations

de plantation d'arbres fruitiers, notamment l'olivier, sur une superficie de 350 hectares sous forme de périmètres agricoles, à travers les communes de Boualem, Sidi Ameur, Stitene, El-Ghasoul, ainsi qu'au niveau du chef-lieu de la wilaya d'El Bayadh.

Le programme de réhabilitation et d'extension du Barrage vert dans la wilaya d'El-Bayadh comprend plusieurs opérations lancées depuis 2023, parmi lesquelles figurent les plantations forestières et pastorales, la plantation d'arbres d'alignement et d'arbres fruitiers, la création de brise-vent, la fixation des dunes de sable, la mise en place de réserves steppiques, le forage de puits d'eau, en plus d'autres actions, rappelle-t-on.

Par ailleurs, une opération est actuellement en cours sur une superficie de 500 hectares, portant sur la fixation des dunes de sable dans le périmètre s'étendant entre Toussouline et El-Mehra.

A noter que ce programme, qui s'étend jusqu'à l'horizon 2030, vise dans la wilaya d'El-Bayadh une superficie totale estimée à 425.000 hectares, soit l'équivalent de 6 % de la superficie globale de la wilaya.

Béchar

Six blessés dans une collision

Six (06) personnes ont été blessées, dont une se trouve dans un état critique, à la suite d'un accident de la route survenu, mardi, à une vingtaine de kilomètres au sud de Béchar, a-t-on appris de la direction locale de la Protection civile (PC).

L'accident résulte d'une collision entre un véhicule particulier et un autre utilitaire sur le tronçon sud de la route nationale numéro six (RN6A), reliant la wilaya de Béchar aux autres wilayas du Sud-ouest, a précisé le chargé de la communication de la direction de la Protection civile, le capitai-

ne Aboubakr Essedik Baâli.

Les six blessés, parmi lesquels la personne gravement touchée, ont été évacués par les éléments d'une équipe de secours de la PC vers le service des urgences médico-chirurgicales (UMC) de l'hôpital Tourabi Boudjemâa, situé dans le chef-lieu de wilaya, où ils ont été pris en charge, selon le protocole médical spécifique à ce genre d'accident, a précisé le capitaine Aboubakr Essedik Baâli.

Les services compétents de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête afin d'établir les causes exactes de cet accident, a-t-on souligné.

CAF Fouzi Lekjaa, le grand danger du Football africain



M. Zeggai

Les sanctions controversées infligées à la FAF n'ont pas encore trouvé leur dénouement. Les manœuvres malsaines de Fouzi Lekjaa continuent de soulever de vives interrogations. En promettant hâtivement la coupe d'Afrique à son peuple et à ses supérieurs, Lekjaa s'est, lui-même, mis dans une situation délicate.

Il a misé sur le jeu de coulisses pour soigner son image, mais la réalité du terrain et la justice divine ont frappé là où il fallait frapper, et au moment où il fallait. Lekjaa, en voulant offrir une consécration à tout prix, il s'est lui-même enfermé dans un piège qui risque d'être préjudiciable à tout le Football africain. Aussi, la colère gronde, ici et là, contre Patrice Motsepe.

pe, accusé de manquer de dépendance, puisque tous les observateurs estiment qu'il est sous l'influence de Gianni Infantino et Fouzi Lekjaa. L'affaire du gel de la prime de consécration continentale, estimée à 10 millions de dollars, initialement destinée à la sélection du Sénégal, continue de soulever de lourdes interrogations. Ce gel provisoire, décidé sous l'impulsion de la FIFA, illustre une situation inquiétante : celle d'un football africain dont la souveraineté est remise en question. L'entente présumée entre Patrice Motsepe, Gianni Infantino et Fouzi Lekjaa soulève des interrogations légitimes sur la gouvernance du Football africain, ses équilibres internes et les rapports de force qui s'y ajoutent. Motsepe cherche à consolider son pouvoir dans un climat de contestation. Infantino a

besoin de l'Afrique comme réservoir électoral majeur et privilège la stabilité politique au sein des confédérations, quitte à fermer les yeux sur certaines dérives. Lekjaa, figure centrale et controversée, apparaît comme un manipulateur d'influence, utilisant les leviers institutionnels pour étendre son poids, au-delà de son périmètre national. Fouzi Lekjaa n'est peut-être pas l'unique danger, mais il est devenu celui par qui tous les dangers arrivent. Alors, jusqu'à quand cette injustice continuera-t-elle de primer sur le développement et l'avenir du Football africain? Pour une frange d'observateurs et analystes étrangers, Fouzi Lekjaa n'est plus un simple dirigeant, mais le symbole d'un système dévoyé qui est en train de porter de graves préjudices au sport-roi continental de l'intérieur.

MC Oran Mercato hivernal : le grand flou

M. Zeggai

L'absence de recrutement continue d'alimenter un profond malaise au sein des inconditionnels des 'Rouge et Blanc'. Ces derniers dénoncent une gestion jugée défectueuse et confuse, tandis qu'un climat de forte tension s'installe progressivement autour du club. En cause : un manque flagrant de communication de la part des dirigeants qui persistent dans un silence devenu inexplicable. A ce stade, les échos qui nous parviennent ne sont guère rassurants. Faire miroiter au public l'arrivée de joueurs de haut niveau sans être en mesure de concrétiser ces promesses revient, implicitement, à reconnaître une incapacité à assumer pleinement les responsabilités. Là, où le bât blesse, certains dirigeants n'ont rien trouvé de mieux que de se prêter à des séances photo dernièrement

avec le père de Belaili. Une manœuvre populiste qui occulte une vérité essentielle : le populisme ne bâtit ni un projet sportif solide ni un palmarès. En tout cas, ce dysfonctionnement, conjugué à l'absence de suivi d'un plan initialement, fragilise davantage la situation. Aujourd'hui, un climat de division s'est installé entre partisans et opposants de Chérif El Ouazani, une fracture qui ne fait qu'exacerber les tensions et nourrir des conflits stériles. Aussi, selon nos informations, des dissensions existeraient également dans les vestiaires où certains joueurs se comporteraient en véritables décideurs. Plus grave, on a appris l'absence de collaboration entre le directeur technique et le coach Garrido. Une situation inédite et incompréhensible dans un club se réclamant du professionnalisme. Dès lors, une série de questions s'impose :

qui décide réellement au MCO ? Qui pilote le recrutement, à quelques jours seulement de la clôture du mercato hivernal ? Et surtout, que signifie ce silence inexplicable des responsables au moment où l'équipe commence à perdre du terrain au classement ?

Autre interrogation légitime : qu'en est-il des travaux d'aménagement du siège du club, annoncés en grande pompe avant de disparaître mystérieusement des radars ? A ce sujet, nous avons tenté de joindre le président du CSA, mais sans succès. Tous nos appels sont restés vains. En somme, ce qui se passe au Mouloudia d'Oran n'est ni à la hauteur de sa grandeur, ni de son histoire, ni de l'engouement populaire qu'il continue de susciter. Un constat amer pour le grand MCO qui n'a plus goûté aux joies d'une consécration depuis des dizaines d'années.

Valse des entraîneurs Le mal chronique du football algérien

M. Z.

La valse des entraîneurs se poursuit à un rythme effréné. Une option devenue, pour de nombreux présidents de clubs, la seule issue afin de préserver leurs fauteuils, malgré des échecs répétés dans la gestion. En somme, la valse des entraîneurs, loin d'être une solution miracle, contribue à l'instabilité des clubs et retarde le développement du football national.

• ASM Oran: Driss Bentayeb succède à Moufdi Cherdoud

La direction de l'ASMO a annoncé la résiliation à l'amiable du contrat de l'entraîneur Cherdoud Mofdi mettant ainsi fin à ses fonctions à la tête de la barre technique de l'équipe. Pour sa succession, la direction a, dans un laps de temps assez court, désigné Driss Ben-

tayeb, limogé dernièrement par le CRT pour insuffisance de résultats, comme nouveau responsable technique de l'équipe fanion.

• USM Alger : Benchikha, c'est fini

L'entraîneur Abdelhak Benchikha a décidé de démissionner de son poste à la tête de l'USM Alger, une décision qui a été validée, lors d'une réunion ayant regroupé les responsables du club et l'entraîneur en question. Cette annonce survient alors que le club traverse une période de turbulences et soulève déjà de nombreuses questions sur l'avenir de l'équipe. Selon nos informations, la direction aurait entamé les négociations avec Dziri Bilal en vue de lui confier la barre technique.

• CR Temouchent: Mustapha Djalit nouvel entraîneur du Chabab

Le CR Temouchent a officiellement la signature de Mustapha Djalit, en tant qu'entraîneur principal de l'équipe première. Le Chabab mise sur ce jeune technicien prometteur pour renforcer la dimension technique de l'équipe et impulser un nouveau projet sportif ambitieux. Notons que ce jeune technicien a bénéficié déjà d'une expérience notable avec la JS Saoura.

• RC Kouba: Cherif Hadjar nommé à la tête de la barre technique

Pour sa troisième expérience cette saison, Chérif Hadjar a été officiellement nommé entraîneur du Raed après avoir dirigé successivement le MC El Bayadh et le MB Rouissat. Le coach temouchentois aura pour mission de stabiliser l'équipe et d'améliorer ses performances dans le championnat en cours.

WA Mostaganem Cambriolage du siège du club

M. Z.

La direction du Wided de Mostaganem a publié un communiqué dénonçant, avec fermeté, l'attaque perpétrée contre le siège de l'équipe, cambriolé durant la nuit.

Qualifiant cet acte de 'lâche et criminel', elle estime qu'il s'agit d'une atteinte grave au club, à son histoire et à sa dimension populaire. Informée des faits, la direction a immé-

diatement alerté les Services de sécurité, qui se sont déplacés sur les lieux pour constater l'effraction et ouvrir une enquête afin d'identifier et d'interpeller les auteurs.

A cet effet, le club a salué la rapidité d'intervention et la coopération des forces de l'ordre. Selon le communiqué, le vol du matériel sportif ne touche pas seulement l'administration, mais également l'ensemble de la

base des supporters. La direction a, ainsi appelé toute personne disposant d'informations utiles, à collaborer avec les autorités ou l'administration du club. Enfin, les responsables du WAM ont exhorté les supporters à rester unis derrière leur équipe et à continuer de la soutenir, notamment lors des rencontres disputées à domicile, jusqu'à la fin du championnat.

Les Algériens de l'étranger Qatar : Atal passera sur le billard

Le défenseur international algérien d'Al-Sadd SC, Youcef Atal, victime d'une rupture du tendon d'Achille du pied droit, subira une intervention chirurgicale dans les prochains jours, a annoncé le club pensionnaire du championnat qatari.

Selon le communiqué du club, la durée de son indisponibilité dépendra de l'évolution de son état de santé», précise-t-on. Atal (29 ans) s'est blessé, lors de la Supercoupe qatari-émirati face à Al-Ahly Dubaï (3-2).

Le latéral droit algérien s'est blessé tout seul en tentant de frapper le ballon, il a cédé sa place en début de la seconde pério-

de. Il s'agit d'un coup dur pour Atal, qui pourrait manquer la prochaine Coupe du monde 2026.

• Arabie : 50^e match pour Aouar avec l'Ittihad

Dès l'entame de la rencontre, l'Ittihad a affiché des intentions offensives claires. Sous l'impulsion de ses cadres, à l'image de Karim Benzema et N'Golo Kanté, le club en Jaune et Noir a rapidement pris le contrôle du jeu. Cette domination s'est concrétisée à la 12', lorsqu'Aouar a profité d'un ballon mal négocié par la défense adverse pour enchaîner par une reprise de vo-

lée limpide, laissant le gardien d'Al-Okhlood totalement impuissant.

Ce but a permis à l'Ittihad de se libérer et de gérer plus sereinement la suite du match.

Juste avant la pause, Kanté est venu doubler la mise, confirmant la supériorité des Jaune et Noir lors de la première période.

Avec cette réalisation, Aouar porte son total à 17 buts et 5 passes décisives en 50 matchs toutes compétitions confondues avec l'Ittihad depuis son arrivée en Arabie Saoudite en juillet 2024. Des statistiques solides, qui confirment son importance dans le projet du club.

Commerce

L'Inde et l'UE concluent
«l'accord de tous les accords»

L'Inde et l'Union européenne (UE) ont officiellement conclu mardi la conclusion d'un vaste accord de libre-échange commercial qui, au terme de vingt ans de négociations, va créer «une zone de libre-échange de 2 milliards de personnes».

Dans un contexte géopolitique incertain, ce pacte doit permettre aux deux parties de mieux se protéger de la concurrence chinoise et des effets de la guerre des droits de douane engagée par les Etats-Unis.

«Ce traité va offrir de nombreuses opportunités», s'est réjoui le Premier ministre indien Narendra Modi, avant même de rencontrer le président du Conseil européen Antonio Costa et son homologue de la Commission Ursula von der Leyen.

Il couvre environ 25% du produit intérieur brut (PIB) et un tiers du commerce mondiaux», a-t-il ajouté.

«L'Europe et l'Inde ont fait l'histoire aujourd'hui», a renchéri sur son compte X Mme von der Leyen. «Nous avons conclu l'accord de tous les accords. Nous avons créé une zone de libre-échange de 2 milliards de personnes qui va bénéficier aux deux parties», a-t-elle poursuivi.

Les derniers obstacles à la conclusion du texte ont été levés lundi lors d'ultimes tractations entre négociateurs.

L'Inde et l'UE espèrent qu'il dopera leur commerce

en réduisant les droits de douane dans de nombreux secteurs.

Selon Bruxelles, la réduction des taxes indiennes sur les importations européennes devrait permettre à l'UE d'économiser jusqu'à 4 milliards d'euros chaque année, notamment sur des produits emblématiques.

VOITURES,
CHOCOLAT ET PATES

Les droits de douane indiens sur les véhicules «made in Europe» doivent ainsi passer 110 à 10%, ceux sur les vins de 150 à 20% et ceux sur les pâtes ou le chocolat, actuellement à 50%, être totalement supprimés, selon l'UE. «L'UE compte bénéficier du niveau d'accès le plus élevé jamais accordé à un partenaire commercial sur le marché indien traditionnellement protégé», avait indiqué Ursula von der Leyen dès son arrivée dimanche en Inde, pariant sur un doublement des exportations européennes. En 2024, les deux parties ont échangé 120 milliards d'euros de marchandises - en hausse de près de 90% en dix ans - et 60 milliards d'euros de services, selon l'UE.

Bruxelles lorgne avec gourmandise sur l'immense marché que représente le pays le plus peuplé de la planète, avec ses 1,5 milliard d'habitants et sa très forte croissance, de 8,2%

en glissement annuel au dernier trimestre.

Selon les projections du Fonds monétaire international (FMI), l'Inde devrait rattraper cette année au Japon le titre de quatrième économie mondiale, derrière les Etats-Unis, la Chine et l'Allemagne. Et elle pourrait monter sur le podium avant 2030, selon son gouvernement.

Pour sa part, New Delhi considère l'Europe comme une source indispensable des technologies et investissements dont elle a un cruel besoin pour accélérer sa modernisation et créer des millions d'emplois pour sa population.

New Delhi et Bruxelles entendaient aussi parapher mardi un accord sur les mouvements de travailleurs saisonniers, les échanges d'étudiants, de chercheurs ou de certains professionnels à forte qualification, ainsi qu'un pacte de sécurité et de défense.

«L'Inde et l'Europe ont fait un choix clair. Celui du partenariat stratégique, du dialogue et de l'ouverture», a souligné Mme von der Leyen sur X, «nous montrons à un monde fracturé qu'une autre voie est possible».

En matière de défense, New Delhi a diversifié ses achats de matériel militaire en s'éloignant de son fournisseur historique russe, tandis que l'Europe tente de faire la même chose vis-à-vis des Américains.

Chine

Un groupe chinois va devenir
actionnaire principal de Puma

Le groupe chinois Anta Sports va devenir l'actionnaire principal de l'équipementier sportif allemand Puma en rachetant les parts de la famille Pinault pour 1,51 milliard d'euros, selon un communiqué à la Bourse de Hong Kong diffusé mardi.

Afin d'étendre sa présence sur les marchés internationaux, Anta Sports (Fila, Wilson, Salomon...) va acquérir environ 29% des actions de Puma, qui appartenaient jusqu'ici à la famille du milliardaire français François Pinault via sa holding Artémis, lui succédant ainsi en tant qu'actionnaire principal.

D'après l'accord, Anta achètera un peu plus de 43 millions d'actions Puma à Artémis, au prix de 35 euros chacune.

Ce prix représente une prime de plus de 60% par rapport au dernier cours de clôture de Puma, d'après les données de Bloomberg, et valorise l'opération à 1,51 milliard d'euros. Selon Anta, cette nouvelle participation devrait «renforcer encore sa présence et la notoriété de sa marque sur le marché mondial des articles de sport, renforçant ainsi sa compétitivité internationale globale», a-t-elle indiqué dans le communiqué.

«Nous pensons que le cours de l'action Puma au



cours des derniers mois ne reflète pas pleinement le potentiel à long terme de la marque», a déclaré Ding Shizhong, président d'Anta.

Bien que le communiqué indique qu'Anta n'a pas l'intention de lancer une offre publique d'achat sur Puma, la société chinoise «évaluera attentivement la possibilité d'approfondir davantage le partenariat entre les deux parties à l'avenir».

Basée dans la province du Fujian, dans le sud-est de la Chine, Anta Sports, fondée en 1991, est l'un des plus grands fabricants mondiaux de vêtements de sport.

Il s'agit de la société mère de nombreuses marques mondiales par l'intermédiaire de sa filiale Amer Sports, notamment Wilson, Arc'teryx et Salomon. Anta a fina-

lisé l'acquisition de la société finlandaise Amer en 2019, à la tête d'un consortium, pour une valeur d'environ 5,2 milliards de dollars.

Il contrôle également les droits sur le vaste marché chinois pour des marques étrangères de vêtements de sport, notamment Fila et Descente. Puma, lui, est confronté à une faible demande depuis plusieurs mois et a vu ses ventes baisser de plus de 15% au troisième trimestre 2025.

Arthur Hoeld, devenu patron de l'équipementier allemand en 2025, a déclaré que la marque était devenue «trop commerciale» et qu'elle avait entrepris une «réinitialisation» l'année dernière afin d'améliorer son image, sa distribution et son offre de produits.

Publicité

شركة الدراسات التقنية وهران
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES TECHNIQUES D'ORAN
Société par actions au capital de 400.000.000 DA - Rond point les Costes
BP 9977 El-Mekroun 31007 - Oran, Tél: (041) 74 76 68 Fax: (041) 74 76 69
Management System
ISO 9001:2015
ISO 14001:2015
ISO 45001:2018

Avis d'appel à manifestation d'intérêt national

La société d'études Technique d'Oran (SETO) lance un avis d'appel à manifestation d'intérêt national, en vue d'établir une short-liste de fournisseurs pour l'acquisition des produits cités ci-après :

1. Lot N°01 : Matériel informatique (PC Portable, PC de bureau, station de travail, traceurs, Imprimantes, Onduleurs etc).
2. Lot N°02 : Fournitures de bureau (Papier A0, A3, A4, Classeurs, Boîtes d'archives (en PVC, Carton....))
3. Lot N°03 : Matériel de topographie (station totale, accessoires pour stations totale et GPS, niveaux laser).

Conditions de participation :

Etre producteurs, ou distributeur agréé pour un ou plusieurs lots énuméré ci-dessus.

Le dossier de candidature à fournir :

- Copie RC, NIF, NIS.
- Capacité financière (Bilan 03 dernières années).
- Références justifiées par des attestations de bonne exécution fournies par les clients.
- Délais de garantie pour les lots 1 et 3.

Publicité

APPARTEMENTS

■Oran : Loue F3, 3^{ème} étage, Hai Khe-misti, Akid Lotfi, clim+ chf, meublé top, résidence fermée + parking, libre de suite Prix après visite. Tél : 0553.28.11.49

■A vendre appart F3, 4^e étage, superficie 66 m², situé à Haï Chouhada, Haï Sabbah Oran - Tél : 0782.36.82.85

EMPLOIS

■Agence de voyages cherche une secrétaire (agent de voyage) retraité du secteur du Tourisme ou bien l'aérienne. Veuillez envoyer vos CV par email : algerieevision31@gmail.com - Tél : 0661.20.60.24

■Jeune dame, garde malade, pour personne âgée, enfant, handicapé et autres cas, cherche travail -Tél : 0798.38.67.73

LOCAUX

■A vendre local à cité Petit, superficie 100 m² - Tél : 0555.94.40.80

■A louer école, à Belgaid, pour cours de soutiens. Tél : 0555.94.40.80

DIVERS

■A louer licence de taxi, ville d'Oran, prix négociable. Libre de suite - Tél : 0699.66.58.38

PENSÉE

DIB Fadila
(مربية أطفال)

28.01.2025

Cela fait une année que tu nous as quittés pour un monde meilleur laissant derrière toi un vide que nul ne peut combler, nous privant de ton amour, ta gentillesse et ta tendresse. Tu nous manques, très chère mère

الله يرحمك يا الغالية
Tes fils et tes filles : Nassim,
Zaki - Asma, Nihel

HOMMAGE

En novembre 2024, nous a quittés notre cher gendre, le Docteur **Hamid NEKKACHE**, à l'âge de 70 ans, unique fils du Docteur **Mohamed-Seghir NEKKACHE**, ancien ministre de la Santé du gouvernement du Président Ben Bella et qui institue la médecine gratuite, pour tous, à l'hôpital.

Que tous aient une pieuse pensée pour leur mémoire
Allah Irrahmhoum
Familles EDDRIEF et
BENKARTABA

Kenya

La sécheresse fait des ravages

«J'ai perdu toutes mes vaches et mes chèvres» : dans le nord-est du Kenya, des mois de sécheresse ont causé une hécatombe parmi le bétail, les craintes grandissant que l'homme, et notamment les enfants, soient les prochaines victimes.



Bishar Maalim Mohammed raconte avoir dû brûler 130 bêtes déshydratées, toute sa fortune, afin d'éviter que les hyènes ne s'approchent trop de chez lui. «Je me retrouve sans rien», avec quatre poulets comme seul futur, s'attriste-t-il.

L'homme de 60 ans vit à Tawakal, village du comté aride de Mandera, qui borde la Somalie à l'est et l'Éthiopie au nord. Depuis mai, pratiquement aucune goutte de pluie n'est tombée. Un désastre pour les communautés locales, essentiellement pastorales.

Le seul taureau de Tawakal encore en vie n'arrive plus à se lever et gît au même endroit depuis près d'une semaine. Ses os saillent sous sa peau. Son propriétaire le regarde, impuissant.

«Il n'y a plus d'eau», «nous n'avons plus de nourriture», se lamente Bishar Maalim Mohammed. «Nous sommes en danger.»

Dans la grande ville voisine de Banisa, le grand bassin de rétention d'eau s'est asséché, laissant place à une vaste étendue stérile désormais utilisée par les enfants comme terrain de jeu.

RATIONNEMENT

La ville dépend désormais d'un bassin plus petit, dans le village de Lulis, mais son niveau baisse dangereusement.

Des troupeaux de chèvres, de vaches et de chameaux - dont certains ont parcouru jusqu'à 30 kilomètres - se bousculent pour accéder à l'eau qui reste, que les autorités rationnent afin de prolonger les réserves.

«Dans deux semaines, cette eau sera finie», observe Aden Hussein, un habitant de Lulis, interrogé par l'AFP. «Nous sommes dans une très mauvaise situation», s'effraie l'homme de 40 ans.

Plus de 2 millions de Kényans (sur environ 53 millions) sont confrontés à une insécurité alimentaire croissante après les déficits de pluviométrie entre octobre et décembre, estime l'Autorité nationale de gestion de la sécheresse (NDMA).

Selon la Famine early warning systems network (FEWS Net), une organisation de surveillance de la sécurité alimentaire, entre 20 et 25 millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire humanitaire entre Kenya, Somalie et Éthiopie, plus de la moitié d'entre elles du fait de la sécheresse.

Face à cette situation, les hôpitaux du comté de Mandera sont débordés. Dans celui de Banisa, l'afflux d'enfants gravement malnutris, dont certains viennent d'Éthiopie, a saturé le service pédiatrique.

Lors d'une récente visite de l'AFP, huit enfants admis souffraient de malnutrition sévère.

Une fillette de 32 mois ne pesait que 4,5 kg. Un autre enfant venait d'être réadmis après être retourné chez ses parents, où il n'y avait pas de nourriture.

«Les cas de malnutrition augmentent» car les enfants dépendaient «uniquement du lait de chèvre et de chameau, mais il n'y en a plus du tout», constate Khalid Ahmed Wethow, nutritionniste hospitalier à Banisa.

L'hôpital ne dispose plus que de huit boîtes de lait thérapeutique pour son unité pédiatrique. De quoi tenir à peine une semaine.

«QUE DIEU LES SAUVE!»

Le service dépendait jusqu'à récemment du Programme alimentaire mondial (PAM) pour les suppléments alimentaires destinés aux nourrissons et aux mères allaitantes. Mais les coupes claires ces derniers mois dans l'aide internationale - notamment des États-Unis et de l'UE - a contraint l'agence onusienne à réduire ses aides. L'hôpital n'a rien reçu depuis six mois.

Si la sécheresse persiste, «nos enfants seront les prochains à mourir», craint Bishar Mohamed, qui n'a rien à voir avec son homonyme précédemment mentionné.

Celui-ci, qui a perdu 170 chèvres, a tenté de «fuir à la recherche d'endroits meilleurs, mais sans succès». «Nous avons soif», soupire-t-il, avant de désigner le champ où gisent les carcasses de ses animaux.

Dans le village proche de Jabi Bar, plus de la moitié des élèves sont partis, la plupart avec leurs parents, et aujourd'hui, «il n'en reste que 99», souligne le directeur de l'école, Ali Haji Shabure.

Le gouvernement kényan et des organisations humanitaires comme la Croix-Rouge ont intensifié les distributions d'eau par camion, d'aide alimentaire et de transferts en espèces pour soulager les populations, mais les besoins restent immenses. Bishara Maalim attend avec appréhension la prochaine saison des pluies, prévue en avril. Elle prie pour ses dix enfants: «Que Dieu les sauve.»

Au salon Rétromobile de Paris

La nostalgie des voitures d'avant l'électronique

«Le charme de ces voitures, c'est qu'on pouvait les bricoler soi-même»: les «youngtimers», modèles populaires des années 1970, 80 ou 90, s'arrachent chez les collectionneurs, une nostalgie à l'honneur au salon Rétromobile qui s'ouvre jeudi à Paris.

«On aime à collectionner les modèles dont on a rêvé plus jeune: les quinquas d'aujourd'hui ont bavé à 14 ans devant les Golf GTI - le modèle révolutionnaire lancé par Volkswagen en 1976 - et peuvent aujourd'hui les acheter», explique Romain Grabowski, directeur de Rétromobile, qui attend cette année 150.000 visiteurs.

Depuis quelques années, les passionnés ne jurent plus que par les modèles grand public assez récents, dits «youngtimers». Ce terme, qui s'appliquait initialement aux voitures de moins de 30 ans, trop jeunes pour le label «voiture de collection», englobe désormais dans le langage courant tous les modèles d'après 1975.

Comme ils ont été fabriqués à des millions d'exemplaires, on peut encore se les offrir pour un prix modique. Avec une cote d'amour particulière pour les modèles «GTI», les versions sportives de l'époque, aux moteurs plus puissants, comme la Golf GTI qui atteignait les... 182 km/h.

«ROULER AD VITAM AETERNAM»

Voitures mais aussi motos, tracteurs ou avions, tous participent à la vogue des youngtimers. Surtout depuis que l'électronique a érigé une barrière avec le monde d'avant, celui où un bricoleur réglait le moteur à l'oreille.

En France notamment, c'est une passion répandue: elle compte plus de mille clubs, soit plus de 500.000 collectionneurs, qui possèdent au total un million de véhicules, souligne Patrick Gomez, directeur de la Fédération française des véhicules d'époque (FFVE). Elle organise notamment dimanche une 26e «traversée de Paris» avec 700 véhicules anciens, dont un tiers de youngtimers.



«Avant, la règle d'or des collectionneurs, qu'ils aient 20 ou 95 ans, était qu'ils s'intéressaient aux voitures de leurs parents ou de leurs grand-parents. Mais depuis les années 90, les voitures embarquent beaucoup d'électronique. Tout est fait pour empêcher les gens de les réparer eux-mêmes», explique le journaliste François Allain, ancien présentateur de l'émission culte Vintage Mecanic.

«Les jeunes ne s'intéressent pas aux voitures d'il y a 25 ans mais aux modèles des années 70 et 80, comme la 2CV, la 4L, l'Austin Mini, la Fiat 500, fabriquées par millions. Des sociétés refabriquent même des pièces pour ces voitures qui, bien entretenues, peuvent rouler ad vitam aeternam», ajoute-t-il.

«On peut se faire plaisir pour quelques milliers d'euros. Se balader en 2CV redonne

le sourire aux gens», note le journaliste.

ROUILLE ET TOLERIE

Les constructeurs ont flairé le filon. Comme Renault, qui a fait le pari de lancer ses modèles électriques grand public en s'inspirant de ses succès passés. «On a décidé il y a cinq ans de ressusciter la R5, le modèle que tous voulaient revoir», souligne Arnaud Belloni, directeur marketing monde de la marque Renault. Idem pour la Twingo électrique, qui sort cette année, et la R4, référence à la mythique 4L.

«Trouver un youngtimer en bon état à bon prix, c'est trop tard: leurs prix ont doublé ou triplé en dix ans», relève le garagiste Vincent Côme, ex-mécanicien star de Vintage Mecanic, qui vient de lancer une émission baptisée

«Chasseur de youngtimers» sur Automoto la chaîne. «Une 205 à refaire, qu'on trouvait à 1.500 euros, vaut maintenant 6.000 à 7.000 euros», explique-t-il.

Principal ennemi des modèles d'avant 1990, la rouille. «Refaire la tôlerie peut revenir cher (...) Seule solution, acheter à l'étranger, là où des modèles ont été fabriqués plus tard. On a même vu un club de passionnés de 2CV racheter des moules pour refabriquer la tôlerie», note le garagiste, qui possède une quarantaine de voitures.

On voit beaucoup de ces modèles rouler dans les campagnes, et pas seulement du fait de collectionneurs. Même s'ils polluent davantage que ne requièrent les normes actuelles, ils ont l'autorisation de rouler s'ils respectent les normes de l'année où ils ont été produits.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE AIN TEMOUCHEM
DAIRA DE OULHACA
COMMUNE DE SIDI-OURIACHE
CODE FISCAL : 46260106021

**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC
EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
N° :01/2026**

Le délégué chargé de gestion de la commune de sidi-ouriache lance avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales Pour l'opération suivante :
Aménagement et revêtement en béton bitumineux du chemin reliant entre le cc26, et village larabiyyine, sur un linéaire de 01 km

Les entreprises intéressées par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès du bureau de marché De la commune de SIDI-OURIACHE contre paiement de la somme de 3.000,00 DA.

Les offres doivent contenir les documents ci-après.

1- Le dossier de candidature contient :

- Une déclaration de candidature ;
- Une déclaration de probité ;
- Statut particulier pour les sociétés ;
- Capacités professionnelles (Certificat de Qualification et de classification professionnelle - TRAVAUX PUBLIQUE - 05 et plus Activité principal)

- Attestation de bonne exécution (02) de même nature des travaux du sujet de cahier des charges limité à un montant de 12.000.000,00 DA et plus pour chaque attestation durant le 5 derniers années.

- Capacités financières : (Moyens financiers justifiés par les bilans des années (-2022-2023-2024) et les références bancaires.)

- Capacités techniques : (Moyens humains et matériels et références professionnelles.)

2- L'offre technique contient :

- Une déclaration à souscrire ;
- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».
- Mémoire technique
- PV de constatation du site des travaux
- planning de réalisation

3- L'offre financière contient :

- La lettre de soumission ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le devis quantitatif et estimatif (DQE) ;

Les offres doivent être déposées au niveau de la commune de sidi ouriache « bureau secrétariat général ». L'enveloppe extérieure porter l'expression « avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales L'objet de l'appel d'offres, doit être ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

celle-ci portera le nom du PROJET et comprendre 03 plis, écrit de chaque enveloppe l'expression

Le dossier de candidature - L'offre technique - L'offre financière.

Le dépôt des offres correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres fixée à 15 jours à partir de la première parution dans les quotidiens nationaux avant 14 :00 heures.

Le jour d'ouverture des plis correspond le jour de dépôt des offres à 14 :00 h

Les soumissionnaires peuvent assister aux travaux de la commission d'ouverture des plis.

Les soumissionnaires resteront engagés pendant 105 jours à partir de la date d'appel d'offre.

Fait à SIDI-OURIACHE le :
Le délégué chargé
de gestion de la commune

ANEP N° 2631001295 Le Quotidien d'Oran 28/01/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MOSTAGANEM
DAIRA DE SIDI LAKHDAR
COMMUNE DE HADIADI
MATRICULE FISCALE : 089427149000136
N° :73..... /2026

AVIS ATTRIBUTION PROVISoire DU MARCHE

En application des dispositions de l'article 46 de la loi : 23-12 du 18 Moharram 1445 correspondant au 05/08/2023 fixant les règles relatives au Marchés Publics, le Président de l'Assemblée Populaire Communale de HADJADI, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé aux Avis d'appel d'offre national ouvert Avec exigence de capacités minimales Publié le : 24/12/2025 dans les Quotidiens (Le Quotidien d'Oran) et (الوقداني) pour les Lots suivants:

Lot 01: Entretien des chemins des cités suivantes : chahid berrahou ahmed, chahid si hemarid, chahid naimi abdelkader, el-Moudjahida Benbedra Meriem, Chahid Bellahouel Laid.

Lot 02 : Aménagement Urbain à la cité chahid Djaber Mohamed

Qu'à l'issue de la réunion de la commission de jugements des offres en date du 11/01/2026 il a été procédé à l'attribution des marchés aux entreprises figurant au tableau suivant:

Nature du projet	Entreprise Retenu	Montant de l'offre	Délai des Travaux	NIF	Observation
Lot 01: Entretien des chemins des cités suivantes : chahid berrahou ahmed, chahid si hemarid, chahid naimi abdelkader, el-Moudjahida Benbedra Meriem, Chahid Bellahouel Laid.	KRECHICHE MOHAMMED	19.967.843.00 da	85 jours	18327010534817400000	Moins Disant
Lot 02 : Aménagement Urbain à la cité chahid Djaber Mohamed	EURL ID TRAVAUX	9.980.530.00 da	60 jours	00202707839755200000	Moins Disant

En application des dispositions de l'article 82 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 modifié et complété, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics, les soumissionnaires concernés n'ayant pas été retenus sont invités à se présenter au bureau des marchés au plus tard dans les 03 jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire dans les journaux nationaux, à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres.

Les soumissionnaires disposent d'un délai de dix (10) jours à partir de la première parution du présent avis dans les journaux pour présenter un recours au président de la commission de jugement des offres.

Hadjadi, le 11/01/2026
Le Président de l'APC

ANEP N° 2631001213 Le Quotidien d'Oran 28/01/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'HABITAT, L'URBANISME ET DE LA VILLE
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
WILAYA DE RELIZANE
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
SERVICE MARCHÉ PUBLIC
N° :/D.E.P/2026
N° : 002 /S.M.P/2026

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire

dont le NIF. N° (424024000048285)

- Conformément à l'article 46 de la loi 23-12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et l'article 65 du décret présidentiel N°15/247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics.
- Avis de Concours National d'architecture Restreint N° 66/2025 Au Journaux (EL-DJOURMHOURLA en langue Arabe en date du 04/12/2025) Et (Le Quotidien D'Oran en langue Français en date du 07/12/2025) Concernant le projet :

Projet : Etude et Suivi Pour la Réalisation d'une Ecole Primaire Type 2 Au Niveau du Site 490 LPL +LS Commune de MENDES Wilaya de RELIZANE (Cites d'habitats Intégrées -Programme 2026).

Qu'à l'issue de l'évaluation des offres financières en date du 18/01/2026 pour la direction des équipements publics -

N°	BUREAU D'ETUDE	Note Globale	Montant d'étude et Suivi (Proposé)	Montant d'étude et Suivi (Après Correction)	Délai D'étude	Délai de Suivi	OBS
01	GROUPEMENT RABAH ALI +BAROUD DJAMAL EDDINE Gérant : RABAH ALI NIF: 18548020043415700000	67.67 Pts	13.230.000.00 DA	13.230.000.00 DA	03 Mois	06 Mois	Mieux disant

NB : le service contractant est tenu d'inviter tout soumissionnaire intéressé de se rapprocher à nos services au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution Provisoire du marché, à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres.

Le soumissionnaire peut introduire un recours auprès de la commission de wilaya des Marchés publics dans un délai de dix (10) jours, à compter de la publication du présent avis 02 dans le BOMOP et les quotidiens nationaux et Presse Electronique Conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel N°15/247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics.

ANEP N° 2631001276 Le Quotidien d'Oran 28/01/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME
DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
WILAYA DE RELIZANE
N° :/D.E.P/2026
N° : 002 /S.M.P/2026

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire

dont le NIF. N° (424024000048285)

- Conformément à l'article 46 de la loi 23-12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et l'article 65 du décret présidentiel N°15/247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics.
- Avis de Concours National d'architecture Restreint N° 77/2025 Au Journaux (EL-DJOURMHOURLA en langue Arabe en date du 04/12/2025) Et (Le Quotidien D'Oran en langue Français en date du 07/12/2025) Concernant le projet :

Projet : Etude et Suivi Pour la Réalisation d'une Polyclinique Au Niveau du Site 720 LPL +LS Pole Urbain BELASSEL BOUZEGZA Commune de BELASSEL BOUZEGZA Wilaya de RELIZANE (Cites d'habitats Intégrées -Programme 2026).

Qu'à l'issue de l'évaluation des offres financières en date du 18/01/2026 pour la direction des équipements publics -

N°	BUREAU D'ETUDE	Note Globale	Montant d'étude et Suivi (Proposé)	Montant d'étude et Suivi (Après Correction)	Délai D'étude	Délai de Suivi	OBS
01	BOUKARABILA AMINA NIF: 287161802052174	64.14 Pts	21.340.000.00 DA	21.340.000.00 DA	04 Mois	10 Mois	Mieux disant

NB : le service contractant est tenu d'inviter tout soumissionnaire intéressé de se rapprocher à nos services au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution Provisoire du marché, à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres.

Le soumissionnaire peut introduire un recours auprès de la commission de wilaya des Marchés publics dans un délai de dix (10) jours, à compter de la publication du présent avis 02 dans le BOMOP et les quotidiens nationaux et Presse Electronique Conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel N°15/247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics.

ANEP N° 2631001271 Le Quotidien d'Oran 28/01/2026

2

21.10 Comme une ombre



10.50 Chacun son tour
11.55 Tout le monde veut prendre sa place
13.00 Journal
13.55 Ça commence aujourd'hui
16.10 Affaire conclue. la vie des objets
16.25 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
18.01 Tout le monde a son mot à dire
18.40 N'oubliez pas les paroles
20.00 Journal
21.04 Mot de passe : le duel

Dans les ruelles pavées et les quartiers animés de Lyon, une ombre rôde. Depuis plusieurs semaines, la ville est en proie à une série de meurtres aussi méthodiques qu'inexplicables. Les victimes, en apparence sans lien, partagent pourtant un lourd secret : toutes ont un jour échappé à la justice, malgré des soupçons de crimes graves. Alors que la presse s'empare de l'affaire et que les théories se multiplient, un nom commence à circuler dans les conversations et sur les réseaux sociaux – "le Justicier". Pour certains, il incarne une vengeance nécessaire ; pour d'autres, un danger bien plus terrifiant qu'un simple criminel.
22.40 Dans les yeux d'Olivier

3

21.10 Des racines et des ailes



09.15 ICI dans votre région
10.50 La cuisine des mousquetaires
11.20 Flavie en France
12.26 ICI 12/13
14.00 Meurtres au paradis
17.25 Duels en familles
18.00 Slam
19.15 ICI 19/20
20.00 Stade 2 la quotidienne
20.10 Stade 2 Ligue 1
20.25 Un si grand soleil

Terroir d'excellence en Franche-Comté, du Jura au Pays de
Des plateaux jurassiens au Pays de Montbéliard, la région Franche-Comté cultive ses traditions séculaires. À Besançon, Nicolas Prêtre perpétue l'art horloger familial en restaurant des mécanismes monumentaux. Dans le Haut-Jura, Aurélie Gros transmet aux jeunes générations la taille des pierres précieuses, pendant que des naturalistes veillent consciencieusement sur les lynx.
23.05 100 ans de ski : Histoire et patrimoine de nos stations d'hiver

4

21.00 Melody Gardot à l'Olympia - The Essential Tour



09.10 Oscar & Malika toujours en retard
10.39 Les as de la jungle à la rescousse
11.45 Les Jeux de La Fontaine
13.25 C'est toujours pas sorcier
14.20 Les expériences scientifiques de CTPS
14.25 Mission info
14.40 T'es au top
14.50 L'armure de Jade
15.23 Héros à moitié
17.50 Handball . Euro masculin
19.33 Les maternelles XXL

Pour marquer ses 25 ans de carrière, la diva américaine Melody Gardot a offert à son public français une série de huit concerts à guichets fermés à l'Olympia en juin 2025. Intitulé "The Essential", ce spectacle réunit sept musiciens virtuoses, dont son fidèle complice Philippe Baden-Powell au piano. Au programme : quatorze morceaux emblématiques de son répertoire.
22.45 Ben Harper & The Innocent Criminals à Jazz à Vienne
23.45 Rock en Seine

5

arte

TMC

09.05 Les Moodz
09.15 Shaun le champion
09.30 Les maternelles XXL
10.55 La p'tite librairie
13.00 Drôles de villes pour une rencontre
13.35 Le Mag de la santé
14.40 Les routes de l'impossible
15.05 Voyage au coeur des Alpes
16.55 C pas si loin
17.40 C dans l'air
18.55 C à vous
21.05 La grande librairie
22.35 C ce soir
23.45 C dans l'air

09.05 Invitation au voyage
09.55 Un an dans les glaces de l'Antarctique
11.25 Voyage en Antarctique, une mission en héritage
12.30 Des volcans et des hommes
13.00 Cancer du sein; leur combat quotidien
15.50 Secrets de roches
17.20 Invitation au voyage
18.55 Voyage en cuisine
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes
20.55 Le fabuleux destin d'Amélie Poulain
22.55 Terres de cinéma
23.40 Trom : les falaises, le vent et la mort

09.50 Madame est servie
13.55 90' Enquêtes
18.25 L'avant Quotidien
19.15 Quotidien
21.25 Sentinelle



23.20 Les sous-doués en vacances

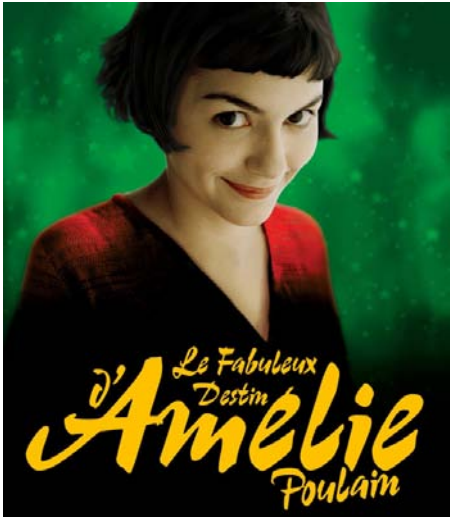


CINE + FRISSEON 20.50

LAYER CAKE

Acteur: Daniel Craig, Sienna Miller, Michael Gambon, Colm Meaney, Kenneth Cranham

Dans les rues animées de Londres, un trafiquant de drogue, connu sous le nom de « l'Homme sans nom », s'apprête à tirer sa révérence après une carrière tumultueuse dans le milieu criminel. Alors qu'il envisage une retraite paisible, il se voit contraint de répondre aux demandes pressantes de son patron, Jimmy Price (Michael Gambon). Ce dernier lui confie deux missions délicates qui, loin de faciliter son départ, plongent le trafiquant dans un tourbillon de complications. Entre la recherche d'un jeune héritier disparu et la gestion d'une cargaison de drogue volée, il doit naviguer à travers un réseau complexe de rivalités et de trahisons.



arte 20.50

LE FABULEUX DESTIN D'AMÉLIE POULAIN

Acteur: Audrey Tautou, Mathieu Kassovitz, Rufus, Serge Merlin, Lorella Cravotta;...

Dans le quartier pittoresque de Montmartre, Amélie Poulain, une jeune femme de 23 ans à l'esprit rêveur, travaille en tant que serveuse au Café des 2 Moulins. Son quotidien bascule lorsqu'elle découvre une boîte à trésors dans une salle de bains, qu'elle restitue à son propriétaire, Dominique Bretodeau, réveillant en elle un désir profond d'apporter du bonheur aux autres. Emportée par cette quête altruiste, Amélie décide de jouer les entremetteuses et les bienfaitrices, venant en aide à sa concierge alcoolique, à sa collègue hypocondriaque, et à un jeune homme, un commis maltraité par son patron.



CANAL+ CINEMA 21.00

HIVER À SOKCHO

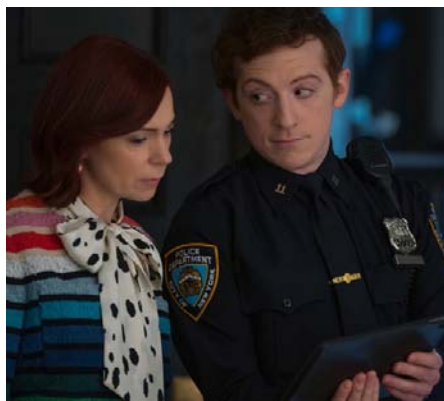
Acteur: Roschdy Zem (Yan Kerrand), Bella Kim (Soo-ha), Park Mi-hyeon (la mère de Soo-ha), Ryu Tae-ho (monsieur Park), Doyu Gong (Jun-oh), Voir plus

Dans une ville balnéaire de Corée du Sud, le quotidien de Soo-ha, 23 ans, est perturbé par l'arrivée d'un touriste français, qui ravive chez elle des interrogations au sujet de ses origines. Un film subtil sur un sujet intime.

TÉLÉVISION

TF1

21.10 Elsbeth



10.00 Bonjour ! Avec vous
10.55 Les Feux de l'amour
11.50 Les douze coups de midi
13.00 JT 13h
14.00 Plus belle la vie, encore plus belle
14.25 La fabrique des rêves
16.00 Les chroniques de la famille Bennet
17.30 Star Academy, la quotidienne
18.30 Ici tout commence
19.10 Demain nous appartient
20.00 JT 20h
21.00 C'est Canteloup

Saison 2 - Ep 17 : En grandes pompes
Elsbeth visite un centre funéraire réputé et établi de longue date appartenant à Arthur Greene Jr, lorsque le neveu complotiste de ce dernier disparaît. Plus tard, Elsbeth continue de s'adapter au nouveau rôle de Kaya et travaille sur l'affaire avec une nouvelle recrue assez bavarde, l'officier Chandler...

6

21.10 Le dernier duel



09.45 Ça peut vous arriver
11.30 Ça peut vous arriver chez vous
12.40 Météo
12.45 Le 12.45
13.35 Scènes de ménages
13.40 Un jour, un doc
17.30 La roue de la fortune
18.35 La meilleure boulangerie de France
19.40 Météo
19.45 Le 19.45
20.40 Scènes de ménages

Plongez au cœur de la France médiévale, en pleine période de troubles et de rivalités, où l'honneur se défend à la pointe de l'épée et où la parole d'une femme pèse bien peu face à celle des hommes. Nous sommes en 1386, sous le règne du jeune Charles VI (Alex Lawther), un roi fragile dont la cour, aussi fastueuse que corrompue, devient le théâtre d'un affrontement qui marquera l'Histoire. Au centre de cette intrigue, deux hommes liés par une loyauté passée, mais déchirés par une trahison qui les oppose désormais dans un duel à mort...

CANAL+

21.00 Ligue des champions



12.04 La boîte à questions
12.09 En aparté
12.41 Clique
15.06 L'hebdo Hollywood
15.20 Manu Payet. Emmanuel 2
16.54 Guillermo Guiz - La formidable ascension sociale temporaire de Guy Verstraeten
18.30 La boîte à questions
18.35 Têtâtête(s)
18.49 Clique
19.45 Canal Champions Club
20.54 Plateau avant-match UEFA Champions League
22.57 Canal Champions Club le debrief

Comme l'an passé, place au plus grand multiplex de l'histoire sur CANAL+. À l'occasion de la huitième et dernière journée de saison régulière en Ligue des champions, l'intégralité des 18 affiches auront lieu en simultané, ce mercredi 28 janvier à 21h. Deux options s'offrent donc à vous. Soit regarder l'une de ces 18 rencontres sur les antennes de CANAL+. Soit regarder l'intégralité des 18 matches dans Le Multiplex, à partir de 21h, sur CANAL+.

PLANETE +

TFX

W9

09.23 Canada / URSS 1972 : La série du siècle
11.01 Chrétiens d'Orient...
12.40 Trains en guerre
14.14 Batailles de légende
15.49 Pour l'honneur
16.45 Les Flèches d'argent, l'orgueil d'Hitler
17.44 Ramsès le Grand
19.22 American Pickers, la brocante made in USA
20.55 Louis XIV et ses espions
22.47 La guerre des trônes,...

11.45 TFou d'info
11.50 Clap !
12.25 Top Info
12.30 Super Nanny
16.10 Quatre mariages pour une lune de miel
19.00 Star Academy, la quotidienne
20.00 Tricheurs
21.10 Incroyables mariages gitans



09.00 Kaamelott
11.10 NCIS



17.40 Les apprentis champions au ski
18.45 Tout beau, tout n9uf
21.25 Enquêtes criminelles : L'impitoyable matriarche



	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Horizontalement:

1. Vieux minet.
2. Faire ce qu'on a à faire. Moins mauvais, c'est mauvais !
3. Fait la bringue en Suisse.
4. Mandé de la Côte d'Ivoire. Repas de première nécessité.
5. Sont d'accord avec le chef.
6. Mise en relation. Possessif.
7. Pièces d'eau.
8. Récuse. Nébuleuses s'ils sont nébuleux !
9. Symbole de métal blanc. Cuve.
10. Relâche. Coincés.

Verticalement:

- A.** Prête à rire.
B. Accès pour et par ordre.
Alphabet international.
Font parler d'eux.
C. Aucune suite ne lui est réservée.
D. Age.
Fait original.
Entre en affaires.
E. Longue. Ca fait un, voilà bien longtemps.
F. On le voit aux UMC.
G. Fait prendre racine.
H. Mis en observation.
Fait un café fort.
I. Têtes de série.
Mince alors !
J. Bons pour la balle ou la remise. Pendoirs.

T	N	E	M	E	S	U	E	I	R	E	S	P	A	R	E
O	O	E	D	R	O	H	I	C	I	O	V	M	T	E	
C	T	U	E	T	S	I	N	I	P	L	A	A	T	T	
E	E	N	R	I	R	R	U	O	N	E	U	C	I	N	
T	L	N	E	S	I	R	C	E	R	Q	R	N	T	O	
I	L	I	U	M	O	H	C	U	I	E	O	N	U	M	
L	E	D	E	I	E	N	T	L	L	L	O	N	D	C	
A	B	R	I	E	A	S	E	I	L	M	O	A	E	E	
U	M	U	L	L	O	R	U	A	A	M	C	T	M	L	
T	A	O	I	P	U	H	B	E	E	O	L	A	I	E	
N	B	G	M	E	U	A	E	D	R	A	F	L	N	T	
E	I	I	H	S	A	L	F	T	B	U	U	R	U	E	
V	R	N	A	G	A	R	U	O	R	E	E	A	T	L	
E	O	S	I	L	E	N	C	E	L	U	O	H	I	N	
B	E	T	T	E	N	N	O	S	N	A	H	C	E	X	

ALPINISTE – AMONT – ATTITUDE – BALLON –
 BONHEUR – CAMP – CHANSONNETTE –
 CHARLATAN – COBALT – CRISE – DEMON – ECOT –
 EVENTUALITE – FARDEAU – FLASH- GOURDIN –
 HEUREUSEMENT – HORDE – HOULE- HUILE – IMPOSTURE –
 MIEL- MILIEU – MINUTIE – MONTER – NOURRIR – ŒUF –
 OREE- OURAGAN – OURSON – POCHE – RELIQUAT –
 RIBAMBELLE – SERIEUSEMENT – SILENCE – TROC –
 VIGILANCE – VOICI.

Les 9 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

-Mon 1er dépasse la mesure.

-Mon 2e est mou.

Mont tout est très bon.

1 O	2 C	3 P	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

4	13	3	7	1	11	10	11	12	8
5	10		8	6	7	8		8	9
2	12	10	5		1		14	14	
8	4		6	4	9	9	8	8	9
9		3	8	5	9	8	7		1
9	8	12		5	8			16	2
10	15	10	2	8		10	15	8	
5	10	5	10		3	8	7	12	8
6	12		7	8		7	8	4	5
9	8	2		3	7	8	9	6	8
	9	10	2	7	8	9		9	7
3		11	7	4	9		3		15
10	4	12	8	9		11	10	6	4
3	7	8	6	8	9		7	13	8
10	8		8	9	9	10	4	9	

Jeux proposés par Chérifa Benghani

								← ACCUMULEES ⇕ TAISEZ-VOUS !
			← TOND FAIT DU MAL →					
		↑ TRES FORT ← BOUT DE CIBLE CHROME ↓	↑ POSSESSIF ← CAMELOTE CRASSEUX →			↑ ACQUIS ← STUPIDE ARTICLE →		
		⇕ CRI ← MILLILITRE PAYS D'EUROPE →	↑ PIÈCES À CLEF QUADRI-LATÈRE		↑ COMMENCA HORS SERVICE		⇕ ELEMENT DE GOLF HELIUM	
	↑ FOU A AUCUN MOMENT ! ⇕		↓ AURA LE CULOT PART À PART		↓ OEUF DE POU PLANÈTE		↑ ESSAYÉES CHAMP	
	⇕ FROUSSE MOITIE MOITIE				⇕ OISEAU NOTE			⇕
			← LIER DES CLOUS ! →					
	↑ INDÉFINI ← CALCUL LAISSEES LOIN →						↑ PREPO-SITION EXTREME-MENT	

					9			
	9	7						
		6	2			8	3	
		9			5			7
	7				2	1		4
2			9		3			
3	1							6
			5				4	2
								3

LES SOLUTIONS

	V	A	U	T	O	U	R	
B	O	S	S	E	R		A	S
A	G	E		E	G	A	R	E
R	U		U	S	U	R	E	
B	E	C	S		E		T	E
E		L	I	M	I	T	E	S
C	E		N	U	L	S		T
U	R	N	E		L	E	V	E
E		A	R	R	E	T	E	R
	C	R		O	U	S	T	
P	A	R	T		S	E	U	L
C	R	E	P	U	E		S	A

I	M	M	O	N	D	I	C	E	S
M	O	U	L	E			R	O	I
P	I	R	E		C	H	A	L	E
A	R	A		T	A	S	S	E	R
L	A	I	T	O	N		S		A
P			L	I	P	I	D	E	S
A	I	L	E		L	O		T	U
B		E	N	C	L	I	N	E	S
L	A		S	I	E	G	E	R	A
E	U	X		O	R	T	I	E	S

1	7	8	9	2	5	3	4	6
9	4	5	6	3	8	7	1	2
3	2	6	1	7	4	8	5	9
5	8	1	7	4	9	2	6	3
7	3	4	2	8	6	1	9	5
6	9	2	5	1	3	4	7	8
2	1	9	8	6	7	5	3	4
4	5	7	3	9	2	6	8	1
8	6	3	4	5	1	9	2	7

CODÉS N° 9482

1	2	3	4	5	6
U	S	T	O	R	N
7	8	9	10	11	12
A	E	I	L	F	B
13	14	15	16	17	18
P	G	M	D	Y	V
19	20	21	22	23	24
C					

FOUILLIS N° 9483:
PINSON (Pin - Son



10 REFERENCES



Vingt-trois morts dans les intempéries aux Etats-Unis



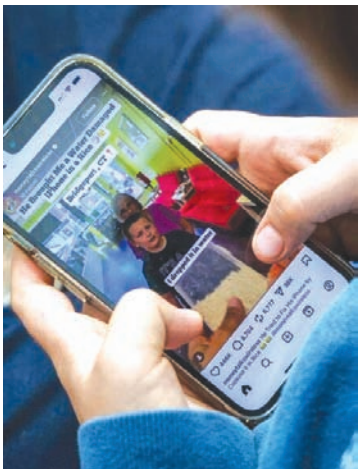
Le bilan des intempéries aux Etats-Unis a grimpé lundi à 23 morts, alors que des millions d'Américains affrontent une vague de froid polaire qui a laissé près de 600.000 foyers sans électricité dans la soirée.

Les températures doivent encore chuter dans les prochains jours sous l'action d'une masse d'air arctique, notamment dans des régions du nord du pays, où le resenti pourrait atteindre -45°C.

D'importantes chutes de neige - plus de 30 centimètres dans une vingtaine d'Etats américains - ont entraîné des coupures d'électricité. Selon le site spécialisé poweroutage.us, quelque 600.000 clients étaient toujours sans courant lundi soir, principalement dans le sud des Etats-Unis, où la glace a fait tomber des lignes électriques. Près de 200.000 personnes sont touchées dans le Tennessee et plus de 147.000 dans le Mississippi.

Dans la région des Grands Lacs, dans le nord des Etats-Unis, les habitants se sont réveillés avec des températures extrêmes, sous les -20°C, et jusqu'à -30 dans des secteurs du Minnesota et du Wisconsin (nord), selon le service météorologique national.

Les députés français votent l'interdiction des réseaux sociaux aux moins de 15 ans



La France bientôt pionnière en Europe? Ses députés ont adopté dans la nuit de lundi à mardi une proposition de loi interdisant les réseaux sociaux aux moins de 15 ans, une mesure pour protéger la santé des adolescents, soutenue par le gouvernement.

La proposition de loi, adoptée par les députés par 130 voix contre 21, devra maintenant être examinée au Sénat, et ce «dans les semaines à venir» a promis la ministre du Numérique Anne Le Hénauff. Si le texte est adopté définitivement, la France deviendrait le deuxième pays à se doter d'une législation aussi restrictive pour les mineurs, après l'Australie qui a interdit les réseaux sociaux aux moins de 16 ans début décembre.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Des centaines de migrants auraient disparu ou seraient morts en Méditerranée en Janvier



Des centaines de migrants auraient disparu ou seraient morts en Méditerranée en janvier lors de plusieurs naufrages, a affirmé lundi l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) des Nations unies.

L'OIM «est profondément préoccupée par les informations faisant état de plusieurs naufrages», alors que «les mauvaises conditions météorologiques ont fortement entravé les opérations de recherche et de sauve-

tage», a indiqué l'organisation dans un communiqué, précisant qu'elle vérifie ces informations. «Rien qu'au cours des premières semaines de 2026, on craint déjà que des centaines de personnes soient portées disparues», a-t-elle ajouté.

Au cours des dix derniers jours, «trois naufrages ont été signalés», dont deux le 23 janvier et un le 25 janvier, qui auraient fait «104 victimes», a précisé à l'AFP un porte-parole de l'OIM, Jorge Galindo. Ces

navires seraient partis de Libye et de Tunisie, selon l'OIM. «Nous enquêtons également sur les disparitions de bateaux en provenance de Tunisie», avec «environ 380 personnes portées disparues», a-t-il ajouté.

Ces personnes se trouvaient sur neuf bateaux différents, qui auraient fait naufrage entre le 14 et le 21 janvier, a précisé à l'AFP Merna Abdelazim, analyste de données auprès de Missing Migrants, un projet de l'OIM.

Italie: plus de 1.000 personnes évacuées après un glissement de terrain

Plus de 1.000 personnes ont été évacuées en Sicile après l'effondrement dimanche d'un tronçon de falaise de 4 kilomètres de long pendant une tempête, laissant des maisons dangereusement perchées au bord du précipice, ont indiqué les autorités lundi. La protection civile italienne a indiqué que tous les habitants dans un rayon de 4 kilomètres autour du glissement de terrain avaient été évacués. «La situation est critique», a déclaré à la presse locale Massimiliano Conti, le maire de Niscemi, commune de plus de 27.000 habitants située dans le sud de la Sicile, à une trentaine de kilomètres de la mer.

Des images filmées lundi par l'agence vidéo «Local Team» montrent un étroit pan de falaise vertical s'effondrer, entraînant en partie un bâtiment qui avait déjà été détruit. L'avant d'une voiture, ses deux roues suspendues dans le vide, est visible à proximité. Le glissement de terrain a recouvert en contrebas une route menant à la ville.



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

RÉSEAUX SOCIAUX ET DÉROUTE DES VIES

Les dangers des réseaux sociaux sur l'enfance sont sur toutes les bouches. L'Australie a pris les devants la première pour les interdire aux enfants de moins de 16 ans. La France lui a emboîté le pas pour les moins de 15 ans. Il est probable que d'autres pays vont suivre. La forte mesure ne manque pas cependant de laisser dubitatif quant à savoir comment maîtriser l'interdiction des accès à un génie informatique à des millions de progénitures en bas âge déjà prisonniers et drogués par le phénomène du siècle.

Déjà, des entorses à la loi australienne sont signalées faisant remarquer que la mesure prend de l'air et que la population juvénile visée a trouvé des artifices pour se passer de l'interdiction.

Quand on observe la remarquable maî-

trise des bambins en très bas âge dans la manipulation des mobiles et des smartphones, il est fort douteux que les mesures législatives prises soient opérantes.

Nonobstant le large débat né autour des libertés individuelles, le problème posé ne s'éloigne pas d'un très apparent conflit générationnel. Les réseaux sociaux se sont solidement ancrés dans une culture envahissante et les générations montantes ont en fait une nourriture quotidienne.

En fait, la parade face aux négatifs effets de l'invasion du phénomène des réseaux dits sociaux ne devrait pas se

borner à protéger les enfants seulement. Les adultes sont de plus en plus victimes de ses méfaits et entraînés dans une ère annonciatrice de la déliquescence de l'ave-

nant humain. Se contenter de mettre en avant de primaires arguments sur les libertés individuelles et la liberté d'expression est une réponse insuffisante à un réel fléau qui a maintenant envahi le cœur des familles et des foyers. De plus, il serait saugrenu d'opposer la liberté des individus à la large liberté prise par les réseaux. Un tel duel serait perdu d'avance.

Le monde est en totale transformation. Le dérèglement des us et des coutumes impose une nécessaire adaptation. En bien et en mal, les réseaux sociaux ont acquis la faculté de dérouter des vies.

L'armée sahraouie cible les bases de l'armée d'occupation marocaine



Des unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont ciblé, lundi, des positions de l'armée d'occupation marocaine dans le secteur de Guelta, «leur infligeant des pertes humaines et matérielles», a indiqué un communiqué militaire du ministère de la Défense sahraoui. «Des détachements avancés de l'APLS ont ciblé, lundi matin, par d'intenses bombardements, des positions de l'armée d'occupation marocaine dans la région d'Achrek Tourta, dans le secteur de Guelta», a indiqué un communiqué rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS). «Les attaques de l'APLS se poursuivent contre les retranchements des forces d'occupation marocaines qui subissent de lourdes pertes humaines et matérielles le long du mur de la honte», ajoute la même source.